

FONDS SIJAU-WEIL-URUGUAY

Créé en 1976, le SIJAU regroupe des bénévoles et des juristes de renom dont Jean Louis WEIL, Guy AURENCHE, Robert GOLDMAN pour ne citer que ceux-là. Le but de cette ONG française est le développement d'un vaste mouvement d'opinion, s'appuyant sur tous les secteurs représentatifs de la communauté internationale (ONG, organisations internationales, partis politiques, etc...) en faveur d'une « amnistie générale et sans restrictions en Uruguay » et le rétablissement des droits démocratiques. En 1984, le SIJAU étend ses activités au Paraguay en mettant en place une structure et un objectif identique qu'est le Secrétariat International des juristes pour l'Amnistie et la Démocratie au Paraguay (SIJADEP). En 1992, à la suite de la cessation de ces activités pour des raisons financières, Jean Louis WEIL, membre du comité Directeur, dépose les archives de l'organisation à la BDIC. Ce fonds nécessite une attention particulière par sa densité et par sa pertinence. La documentation réunie et classée (F delta rès 809 et F delta 1108) comprend notamment des législations uruguayenne et internationale, des témoignages, des études de cas particuliers, des rapports de mission, des listes de prisonniers et des disparus, des analyses juridiques ponctuelles, des communications présentées par le SIJAU devant les organisations internationales et régionales compétentes, des études et décisions adoptées par l'OIT et toutes les organisations intergouvernementales, des publications des organisations et partis politiques uruguayens, des comités de solidarités avec l'Uruguay et des ONG de protection des droits de l'Homme.

**[Recueil. Institutionnalisation de la répression en Uruguay. Documents divers.].
Lieux divers, éd divers, 1976-juin 1985. 181 pièces.**

F delta rès 809 (1) (1-5)

- 1- Correspondances concernant la publication du Colloque organisé par le SIJAU et intitulé : « *Paraguay y Uruguay : la transición del estado de excepción a la democracia* » (Buenos Aires, 27-28 septembre 1984). Janvier 1984-juin 1985. 36 pièces (76 feuilles).
- 2- Documents portant sur les violations constitutionnelles et la question de l'amnistie. Communication adressée par le SIJAU au Rapporteur spécial de l'ONU, M. Singhvi, Paris le 31 octobre 1980 ; Rapport du SIJAU adressée au Secrétaire général de l'ONU, Paris le 5 décembre 1980 ; *Principales normas jurídicas nacionales e internacionales que han sido trasgredidas por el gobierno uruguayo en la persona de los prisioneros políticos* (s.d, s.l.) ; Louis Joinet, «le Brésil, l'amnistie et l'Amérique Latine »(Rome, novembre 1982) ; Carlos Martinez Moreno, « *El preso político, criatura sin piso* » (in *Cuadernos de marcha*, Mexico, n°12, mars-avril 1981) ; Juan Luis Segundo, «Clémence pour les vaincus »(in *Uruguay informations*, supplément n°97, mars 1982) ; intervention de M. Rigaux au Colloque international pour la libération du général Liber Seregni et pour la démocratie en Amérique (Bruxelles, 26 novembre 1982) ; SERPAJ, «Amnistia : *ejercer un derecho fundamental* » (in *Circular informativa*, n°6, octobre 1982) ; SERPAJ, «*amnistia y lucha contra el terrorismo de estado : condiciones para la transición democrática* »(Montevideo, octobre 1984) ; Rapport de Louis Joinet à la CDH-ONU, «Etude sur la législation d'amnistie et sur son rôle dans la protection et la promotion des droits de l'Homme »(Genève, 22 juin 1984) ; dossier de presse de la Conférence sur l'amnistie en Uruguay organisé par le CDU et le sénateur français B.Parmentier(Paris, 5 juillet 1983) ; divers. Octobre 1980- Octobre 1984. 21 pièces.
- 3- Correspondances diverses (février-mai 1981) ; Colloque organisé par le SIJAU sur «La politique d'institutionnalisation de l'Etat d'exception et son refus par le peuple uruguayen » (Genève, 27-28 février 1981) ; communiqué de presse du SIJAU (Paris, le 2 mars 1980) ; correspondances diverses relatives au Colloque «la politique d'institutionnalisation de l'Etat d'exception et son refus par le peuple uruguayen » qui comprennent des messages de partis politiques uruguayens et différentes ONG. Février 1981. 73 pièces.
- 4- Documents portant sur le plan politique militaire. *Uruguay informations* (24 mai 1984, n°119) ; coupures de presse, *Mayoria* (9 août 1984) ; « Déclarations contre l'institutionnalisation du régime fasciste en Uruguay »(lieux divers, 1980) ; Hugo Villar, secrétaire exécutif du Frente Amplio, «Le front élargi d'Uruguay dénonce le plan fasciste visant à perpétuer la dictature militaire » (Madrid, 7 septembre 1980) ; notes manuscrites. 5 pièces.
- 5- Dossiers portant sur l'Etat d'exception. SIJAU, Colloque sur «l'Etat d'exception et les droits de l'Homme en Uruguay. Appel pour l'amnistie » (Paris, 15-16 décembre 1978) ; Rapport SIJAU, «*Derechos humanos en Uruguay. Actos institucionales. Quinta parte* » (Paris, décembre 1979) ; SIJAU, «Le calendrier politico-institutionnel des Forces Armées » (Paris, s.d.) ; communication de AROCENA José (s.l., décembre 1982). 4 pièces.

- 6- Documents divers portant sur l'Etat d'exception. GOLDMAN Bjorkman, « *Laws and decrees of the government of Uruguay which violate U.N conventions and declarations in the human right area* » (s.l., 6 février 1978); The international Commission of Jurists, « *States of siège or emergency and their effects on human right* » (s.l., s.d.); rapport du SIJAU sur les résolutions de la Sous-commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités de l'ONU (s.l., s.d.); SIJAU, Mémoire sur la perte des droits politiques en Uruguay (s.l., 19 novembre 1981); communication de DESPOUY Louis, « L'exception est la règle en Amérique Latine », au Colloque du Conseil de l'Europe sur « L'Europe et l'Amérique Latine : le défi des droits de l'Homme. » (Madrid, 16-18 octobre 1981); communication de DESPOUY Louis, « La administracion y los derechos humanos de los detenidos » à la Sous-commission de préventions des discriminations et la protection des minorités (Genève, 17 juin 1985); Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (Strasbourg, 11 mai et 10 juillet 1981); correspondances diverses; Notes manuscrites. 59 pièces.
- 7- Documents divers portant sur la Loi de sécurité d'état de juillet 1972. « *Justicia Militar, competencia* » (s.l., s.d.); « *Codigo de organizacion de los Tribunales militares* » in *Codigos*, Biblioteca Gal Artigas (vol n°57, Centro Militar, 1976); « *Declaracion del estado de guerra interno* » in *Informe sobre la situacion de los derechos humanos en Uruguay* (CDH-OEA/Ser.L/V.22.43 doc.19, 31 janvier 1978); Poder Ejecutivo. Ministerio del Interior, ley n° 14068 (Montevideo, 10 juillet 1972). Notes manuscrites. 7 pièces.
- 8- Document juridique; Colonel. Dr.Néstor J. BOLENTINI. *Codigos. Penal militar. Ley de seguridad del estado de organizacion de los tribunales militares de procedimiento penal militar*. Montevideo Centro militar, Biblioteca general Artigas, vol n° 57, 1976. 1 pièce.
- 9- Document juridique. ESTEVA GALLICCHIO.E, FRUGONE SCHIAVONE Hector. *Constitucion de la republica Oriental del Uruguay de 1967. Texto concordado y anotado*. Montevideo, Ed Acali, 1978. 1 pièce.
- 10- Documents portant sur l'interdiction de Plenariao Intersindical Trabajadores (PIT) et de la revue *Aqui*. Lettre de la revista *Aqui* (Montevideo, septembre 1983); lettre de la Police de Montevideo-Direction de la Sécurité au rédacteur en chef de la revue *Aqui*(Montevideo, 15 janvier 1984); lettre du CDPPU et de la Commission d'appui et de diffusion de la presse uruguayenne (Montevideo, 5 mai 1984); CDPPU, Hunger strike for the freedom of speech (Toronto, 27 décembre 1983); communiqués du WOLA (Washington, 23 novembre 1983) et du SIJAU (Paris, janvier 1984); coupures de la presse uruguayenne (*Aqui*, n°16 et 17, août 1983; Uruguay informations, n°116, 19 janvier 1984) et argentine (Clarín, 17 septembre 1983; El Dia, 20 janvier 1984). Septembre 1983-janvier 1984. 11 pièces.
- 11-La répression syndicale. Confederazione Italiana Sindacati lavoratori, *Telegrammi inviati dal Congresso a difesa di sindacalisti perseguitati e delle liberta sindacali* (IX Congresso, Roma, 7-12 octobre 1981); lettres du Sindicato dos Empregados em Establecimientos Bancarios de Sao Paulo au président uruguayen, le Général Grégorio Alvarez (Brésil, s.d.), au Dr Hamlet Reyes, Président du Conseil d'Etat de la République d'Uruguay (Brésil, 2 septembre 1982), au Dr Carlos Alberto Maeso, ministre des Relations

Extérieures de la République d'Uruguay (Brésil, 2 septembre 1982) et au Dr Luis A. Grisci, Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale de la République d'Uruguay (Brésil, 2 septembre 1982) ; divers. Avril 1982-septembre 1982. 10 pièces.

F delta rès 809 (1) (12-22)

- 12-Rapport sur la justice militaire en Uruguay (s.l ; s.d.). 2 pièces.
- 13- Rapport du Tribunal Russel, « *La dictadura civico-militar uruguaya en el banquillo de los acusados* » (Rome, février 1976). 1 pièce
- 14- Témoignage de Washington Pérez, ex-dirigeant du syndicat du Caoutchouc en Uruguay, recueilli par le CDPPU et portant sur «La corruption dans l'armée et la police uruguayenne » (Paris, 21 septembre 1976). 1 pièce.
- 15- Coupures de la presse uruguayenne sur les nouvelles nominations au sein du Conseil Supérieur de la Magistrature uruguayenne créée par l'acte institutionnel n°12 qui remplace l'acte n°8 de juillet 1977. Novembre 1977. 5 pièces.
- 16- Deux rapports du CDPPU sur «L'institutionnalisation de la violation des droits de l'Homme. Le processus politique » (Paris, s.d.). S.d. 2 pièces.
- 17- Rapport de Robert Kogod Goldman, « *Critique of state department's 1980 report on human rights practices in Uruguay* » (s.l.; s.d.); Rapport de Robert Kogod Goldman, « *Critique of state department's 1978 &1979 report on human rights practices in Uruguay* » (s.l.; s.d.). 2 pièces.
- 18- Différents rapports qui ont été présentés en marge du colloque sur «La politique d'institutionnalisation de l'Etat d'exception et son refus par le peuple uruguayen » à Genève les 27 et 28 février 1981. Salvatore Senese (Magistrat italien), «L'Etat de la sécurité nationale en Uruguay face au droit international et au droit à l'autodétermination des peuples » ; Guy Aurenche, «Libérer les généraux Liber Seregni et Victor Licandro » ; Guy Aurenche, «La *Justicia militar : el caso Seregni* » ; Richard Goldstein, «*Situation of the medical profession* » ; rapport de Alejandro Artucio ; intervention de M. W.E. Thomas ; divers. Février 1981. 10 pièces.
- 19- Circulaire n°7 du SIJAU relatif à l'acte institutionnel n°8 qui modifie par décret l'organisation de la justice et son rapport avec le pouvoir exécutif (Paris, s.d.) ; SIJAU, « *Declaracion del SIJAU acerca de recientes manifestaciones de jefes militares uruguayos sobre la amnistia a prisioneros politicos* » (Paris, 3 juin 1978). Juin 1978. 2 pièces.
- 20- Rapport du SIJAU remis au juge national d'instruction uruguayen et qui porte sur le non-respect des droits de la défense dont celui de l'Habeas corpus.
- 21- Pétition organisée par le SIJAU «Pour l'amnistie et le respect des droits de l'Homme en Uruguay » (lieux divers, s.d.). 4 pièces.
- 22- Documents portant sur la situation des réfugiés et exilés politiques. Ligue française pour les droits et la libération des peuples, «Déclaration finale de la conférence internationale sur l'exil et la solidarité en Amérique Latine dans les années 1970 » (s.l. ; s.d.) ; « *Estudio sobre la situacion de los refugiados politicos latinoamericanos en Europa occidental : evaluacion* » (s.l. ; s.d.) ; *Declaracion de exiliados politicos uruguayos en Francia*, « *Solidaridad con solidaridad* » (Paris, 20 décembre 1981). Décembre 1981. 3 pièces.

[Recueils. Prisons en Uruguay. Documents divers] Lieux divers, éd divers, juillet 1978-août 1985. 95 pièces.

F delta rès 809 (2) (1-5)

- 1- Documents divers relatifs à la prison «*Libertad*». Les témoignages sur les cas de Raul Martinez Machado (s.l., mars 1980) et d'Orlando Perreira (s.d., s.l.), de Miguel Angel Estrella (s.l., avril 1980), de l'ancien membre de l'armée uruguayenne Hugo Garcia Rivas (Paris, 13 juin 1980), de David Campora (Cologne, 3 janvier 1980); une lettre des Familles des prisonniers politiques uruguayens (FPPU) au Pape Jean-Paul II (s.l., octobre 1980); des dénonciations des conditions de détentions des prisonniers politiques par le Washington office on Latin America (s.l., 17 novembre 1980), du Comité de defensa de los derechos humanos en Uruguay (s.l., mai 1980), du FPPU (octobre 1980, 20 juin 1981, juillet 1981, novembre 1981) et du SIJAU (30 mai 1979, 7 septembre 1979, 15 novembre 1979, 13 juin 1980, 22 novembre 1980; des coupures de la presse française (*Le Monde*, 13 janvier 1980, 27 août 1980, 23 novembre 1980, 4 août 1981; *Uruguay informations*, n° 69, 26 juin 1980 et n° 72, 23 octobre 1980) et uruguayenne (*Desde Uruguay*, n° 16, août 1980 et le *Boletín* du FPPU, novembre 1981); Lettre de Miguel Angel Estrella à ses amis (Barcelone 17 octobre 1981) correspondances diverses. Avril 1979-novembre 1981. 40 pièces.
- 2- Documents qui accusent les médecins de pratiquer la torture dans les prisons. Note sur les codes de déontologie des médecins par le Conseil international des services médicaux pénitentiaires (Athènes, 10 et 11 septembre 1979); *Un grito entre miles. Relato de prision* (in Cahier Confrontation, n°5, 1981); Maren et Marcelo Vinar, *Notas sobre el exilio y la tortura* (s.l., s.d.); R. Goldstein, A. Gelhorn, Human Right and the medical profession in Uruguay since 1972 (Washington, août 1982); M. Vignar, Pedro ou la demolition. Un regard psychanalytique sur la torture in L'évolution psychanalytique, tome XLIII, 1978); témoignages de psychanalystes latino-américains (s.l., s.d.); les témoignage de l'ancien officier de la marine uruguayenne, Paulo Laborde Bafico (San Pablo, 6 juin 1981) et de David Campora (s.l., s.d.); liste des médecins uruguayens compromis dans la torture établie par le SIJAU (Paris, s.d.); *Parodie de l'assistance médicale dans les prisons* (s.l., janvier 1979); Testimonio de una refugiada politica actualmente en Holanda (Holanda, juillet 1978). Dr Rubens Laino, *La situacion sanitaria de los penales y campos de concentracion en Uruguay* (s.l., s.d.); comité de defensa de los derechos humanos en Uruguay, *El psicologo uruguayo Dolcey Britos debe ser destituido del penal de Libertad* (Toronto, août 1981); témoignage de David Campora au comité de defensa de los derechos humanos en Uruguay concernant le psychologue Dolcey Ritos (Toronto, 13 mars 1981); Revue SOS Torture (n°26, novembre 1990). Juillet 1978-novembre 1990. 19 pièces.
- 3- Documents divers sur les prisons *Punta de Rieles* et *Libertad*. Informe de una prisionera politica liberada en agosto de 1979 (s.l., s.d.); *Visitas internacionales a Punta de Rieles y Libertad* (s.l., s.d.); copia fiel de la carta de Mario Soto, detenido en la prision de Libertad y dirigida a la familia Machnie, padres de su compañera (s.l., 14 octobre 1979); testimonio sobre el penal EMR 1 (s.l., 30 août 1979 à octobre 1979); Comité de défense des

prisonniers politiques uruguayens, Agression contre des détenus politiques au pénitencier de Punta Rieles (s.l., 22 février 1982) ; coupures de la presse allemande (*Badische Zeitung*, 21 décembre 1979) ; témoignage de Irla Leites recueilli par le SIJAU (Paris, 6 novembre 1982) ; le témoignage de l'ancien officier de la marine uruguayenne, Paulo Laborde Bafico (San Pablo, 6 juin 1981) ; Comité de solidarité con Uruguay, *Violation of the human rights in Uruguay* (n°1, juillet 1982 et n° 2, août 1982) ; correspondances diverses. 29 pièces.

- 4- Rapports qui qualifient les prisons uruguayennes de «camps de concentration ». Dr Rubens Laino, *La situación sanitaria de los penales y campos de concentracion en Uruguay* (s.l., s.d.) ; FPPU. Commission internationale d'enquête sur l'Uruguay, *Les camps de concentrations* (Paris, 26 novembre 1981) ; Derechos Humanos en Uruguay. *EMR n°2, punta Rieles : un campo de concentracion para mujeres, prisioneras politicas* (s.l., sexta parte, décembre 1981). 3 pièces.
- 5- Mission onusienne dans les prisons *Libertad* et *Punta Rieles* conduite par le représentant spécial de l'ONU, le Colombien Rivas Posadas (février 1982). Notes manuscrites. 3 pièces.

[Recueils. Prisonniers politiques en Uruguay. Documents divers.], lieux divers, éd divers, mai 1976- juillet 1985. 844 pièces.

F delta rès 809 (3) (1-13)

- 1- Le cas de Mario Teti Izquierdo (uruguayen et italien). Lettres entre l'Ambassadeur d'Italie en France et le sénateur de Paris Bernard Parmantier (Paris, les 6 et 25 novembre 1980) ; lettre de Jakob Th. Möller (chef de l'Unité des droits de l'homme de l'ONU, Genève, 15 décembre 1980) ; communiqué du Comité des Droits de l'Homme de l'ONU (Genève, 28 octobre 1980) ; les appels du FPPU (octobre 1980), du Grupo de refugiados de Zoeterneer (4 décembre 1980), d'Amnesty international (Paris, 21 octobre 1980), du SIJAU (Paris, 20 octobre 1980) et témoignage de sa sœur Ana Mana Teti Izquierdo (14 janvier 1981) ; coupures de la presse française (Le Monde, 2et 3 novembre 1980, 16 décembre 1980). Correspondances diverses. Juin 1980-janvier 1981. 15 pièces.
- 2- Les cas de Pareja, Cariboni, Wassen et Sendic. Communiqué du Collectif pour la défense de Raul Sendic (s.l., mai 1981) ; témoignage de Ricardo Elrich recueilli par le SIJAU (Paris, 19 décembre 1981) ; *Lista incompleta de presos politicos uruguayos enfermos* établie par le SIJAU (Paris, octobre 1979) ; communiqués du SIJAU (Paris, les 23 février et 8 septembre 1980 et le 9 juillet 1984) ; CFPPU (Report, 11 novembre 1982) ; SIJAU, «Liste des avocats membres du SIJAU qui ont été défenseurs des dirigeants du MLN (Tupamaros) »(s.l. ; s.d.) ; lettre de l'avocat Robert Badinter (Paris, le 21

- octobre 1980) ; lettres de l'avocat Maria Elena Martinez Salgueiro à ses confrères Mario Stasi et Robert Badinter (Madrid, les 2 et 5 octobre 1980) ; divers. Octobre 1979-juillet 1984. 23 pièces.
- 3- Les cas de Juan Acuna, Irène Corrales et Isolima Pérez de Acuna. Lettres entre le SIJAU et le député français de l'UDF Bernard Stasi (Paris, avril 1983 et le 10 mai 1983) ; lettre de l'Ambassadeur d'Uruguay en France au député Bernard Stasi (Paris, le 2 mai 1983) ; lettre du CIMADE au Président de la république uruguayenne, le général Gregorio Alvarez (Paris, 24 Mars 1983) et télégramme de la FIDH au même destinataire (Paris, 24mars 1983) ; correspondances entre la Direction des Affaires Etrangères françaises et le SIJAU (paris, le 24 mars 1983) ; les appels du SIJAU (Paris les 23 et 25 mars 1983), de France Amérique Latine (Paris, le 20 avril 1983), de l'Association Internationale des Juristes Démocrates (Bruxelles, le 5 avril 1983) et d'Amnesty international (29 mars 1983) ; correspondances diverses. Mars 1983- juillet 1983. 22 pièces.
 - 4- Le cas de Marcela et Maren Vinar qui portent sur les témoignages de ces derniers. Marcela et Maren Vinar, *Notas sobre el exilio y la tortura* (s.l., s.d.) ; M. Vinar, *El delirio del heroe* (s.l., s.d.) ; M. Vinar, *Les yeux des oiseaux*. 3 pièces.
 - 5- Les cas de Lilian Celibeti et Universindo. Communiqué urgent du SIJAU (Paris, les 24 et 30 octobre 1979) ; *Uruguay informations* (Paris, le 25 octobre 1979) ; discours du sénateur brésilien Marcos Freire devant le Congrès de son pays (extrait du Diario do Congreso nacional, n°164, décembre 1979) ; correspondances entre leur avocat Omar Ferri et le SIJAU ; lettre de Movimento de Justica e Direitos Humanos au SIJAU (Porto Alegre, 2 octobre 1981) ; divers. Octobre 1979-janvier 1984. 12 pièces.
 - 6- Le cas de Adolfo Wassen Alanis, sénateur du parti *Blanco* exilé en Argentine. Comité de Familiares de Presos Políticos Uruguayos (CFPPU) (Malmö, *Report*, 3 juillet 1984) ; Communiqués du Collectif pour la défense de Raul Sendic (Paris, le 3 juillet 1984), d'Amnesty International (Londres, 6 juillet 1984 et Fribourg, 7 juillet 1985), du SIJAU (Paris, 9 juillet 1984, 2 s.d.), lettre de l'Association Internationale des Juristes Démocrates (AIJD) faisant état de son intervention auprès du président uruguayen, le général Grégorio Alvarez (Bruxelles, le 13 juillet 1984) ; lettre de la Comision andina de juristas au président de la République d l'Uruguay (Lima, le 25 juillet 1984). Juillet 1984-juillet 1985. 8 pièces.
 - 7- Le cas de Wilson Ferreira Aldunate. Lettre de Wilson Ferreira Aldunate au président de la République argentine, le général Jorge Rafael Videla (Buenos aires, 24 mai 1976) ; lettre de l'AIJD au Président de la République de l'Uruguay (Bruxelles, 30 décembre 1983) ; communiqués du SIJAU (Paris, 11 juillet 1984, 20 décembre 1983 et Buenos Aires, 2 juillet 1984) ; correspondances diverses ; coupures de la presse française (AFP, décembre 1983 et mai 1984, Libération, 18 juin 1984, Le Monde 18-20 juin 1984) et argentine (La Razon, 2 juillet 1984) ; Photo. Mai 1976 – juillet 1984. 19 pièces.
 - 8- Les cas de Cruz Garcia, Blanco Hugo, Azulgarat Trias, Lema, Cueva, , Ribeiro, Carbejal, Cuerbelo, Gropp, Méndez. FPPU, *Llamado urgente a la solidaridad mundial* (Montevideo, mai 1981) ; FPPU. Rapport de la Commission internationale d'enquête sur l'Uruguay, La politique du «rejugement» (paris, 26 novembre 1981) ; les témoignages de Teresita Almada De Cruz (Suède, 1981), de Ramona Gambetta de Medvedeo (Malmö,

- 17 juillet 1981) et de Susana Pacifici de Alzugarat (Suède, 1981) ; Correspondances diverses. Mai 1981- novembre 1989. 18 pièces.
- 9- Le cas de Augusto Kennedy. Lettres au Secrétariat général de l'ONU et à la Division des droits de l'Homme de l'ONU (Paris, le 26 juillet 1981) ; correspondances diverses. Mai 1981- juillet 1981. 6 pièces.
- 10-Le cas du général Liber Seregni. Communiqués du SIJAU (janvier-avril 1980), du Secretaria ejecutiva en el exterior del Frente Amplio del Uruguay, le procès à Seregni (Paris, s.d.) ; correspondances du Frente Amplio del Uruguay (Paris, 30 novembre 1982 et 4 décembre 1982) ; Comite del Frente Amplio del Uruguay (Boletin, n°12, décembre 1981) ; Carlos Martinez Moreno, «Venganza y escarmiento, no justicia : historia del proceso a Seregni » (s.l. ; s.d.) ; correspondances entre les avocats de Liber Seregni, E. Carvalho Silveria, M.E.Martinez Salgueiro, Marinez Moreno et le SIJAU (Madrid, 30 novembre 1979 ; Mexico, 26 janvier 1980 ; Paris, février 1980) ; « Colloque pour l'amnistie, la liberté de Liber Seregni et de tous les prisonniers politiques en Uruguay » organisé par le Frente del Amplio de Uruguay (Sénat, paris, 16 décembre 1982) ; Listes de pétitionnaires ; correspondances diverses ; notes manuscrites. Février 1980-mars 1984. 35 pièces.
- 11-Seconde chemise traitant le cas du général Liber Seregni mais qui met plus en relief la demande d'*Habeas Corpus* pour le prévenu. Revue mexicaine Cuadernos de marcha (Mexico, mayo-junio de 1979, n°1) ; lettre de José Villamil au Président du Suprême Tribunal militaire (Mexico, s.d.) ; lettre du SIJAU a Mme Cécile Sportis, chargée de mission à la présidence de la République française (Paris, le 10 mai 1982) et à M. le Bâtonnier de Paris (10 mai 1982) ; correspondances diverses entre le SIJAU et les avocats du général Liber Seregni. (Paris, 4 mai 1982, le 6 mai 1982 et le 8 juillet 1982) ; documents qui traduisent la mobilisation organisée par le Collectif «Comité français pour la libération du général Seregni ». Juin 1979-juillet 1982. 23 pièces.
- 12- Les cas de Paulo Laborde Bafico (ex-officier de la marine uruguayenne) et Rosa Bafico. Entretien avec Paulo Laborde Baffico (28 février 1981) ; coupures de la presse (*Informaciones*, n°10, novembre 1981) ; correspondances adressées à l'avocat de Baffico, Dr.Belisario Dos Santos Jr (Paris, le 17 mai 1981, le 23 juin 1981) ; communiqué du SIJAU (Genève, le 29 octobre 1981) ; lettre de Bafico au SIJAU (9 mai 1987) ; correspondances diverses ; photo de Rosa Bafico. Février 1981-mai 1984. 18 pièces.
- 13-Deuxième chemise concernant le cas de Paulo Laborde Bafico qui comporte les originaux de ces déclarations faites au SIJAU et qui mettent en relief la pratique de la torture (Paris le 6 juin 1981). 5 pièces.

F delta rès 809 (3) (14-39)

- 14-Les cas de Pino Garin, Viera et Sosa Cabrera. Lettre de l'Association internationale contre la torture au président uruguayen, le général Grégorio Alvarez (Genève, le 21 septembre 1982) ; lettre de Mauro Miguez au sécuritaire exécutif de la CIDH-OEA (s.l., 11 janvier 1983) ; communiqué du SIJAU (Paris, le 22 juin 1982) ; coupures de la presse française (Le Monde, 25 juin 1982, les 7-8 novembre 1982 ; Le Matin, 25 juin 1982 ; dépêche AFP,

- 23 juin 1982) et brésilienne (Folha de Sao Paulo, 24 juin 1982). Juin 1982-janvier 1983. 9 pièces.
- 15- Le cas de Zaffaroni que l'on peut aussi consulter dans le dossier relatif aux disparus en Uruguay. Lettres de Maria Magdalena Salvia de Errandonera au sécuritaire exécutif de la CIDH-OEA (Las Piedras, Uruguay, 20 juillet 1979), à François Foinet des Nations Unies (s.l., 8 août 1979), à la CDH –ONU (s.l., 28 septembre 1979) ; correspondances entre le sécuritaire exécutif de la CIDH-OEA et Marta Castilla de Zaffaroni (Rio de Janeiro, 29 octobre 1979 et Washington 17 décembre 1979) ; correspondances diverses ; coupures de la presse chilienne (La Tercera, 9 août 1979 ; El dia, 5 novembre 1981) ; lettre du SIJAU à Marta Zaffaroni (Sao Paulo, 25 mars 1980) ; correspondances diverses ; communiqué du SIJAU (Paris, 25 octobre 1979 et 9 novembre 1984). Juillet 1979-novembre 1984. 15 pièces.
 - 16- Le cas du journaliste uruguayen Enrique Rodriguez Larreta et résidant en Argentine depuis 1973. Communiqué de presse du Centro de Estudios legales y sociales (Buenos Aires, 22 février 1984) ; témoignage de Rodriguez Larreta (Londres, 18 mars 1977). Ces témoignages décrivent les méthodes de torture des militaires, établissent les croquis des prisons à Buenos Aires et à Montevideo et évoquent les cas de citoyens uruguayens disparus à Buenos Aires et qui sont incarcérés en Uruguay entre juin 1976 et juillet 1976 ; correspondances entre Rodriguez Larreta et CIDH-OEA où son cas a fait l'objet d'une résolution (Washington, 18 novembre 1978, 19 octobre 1979) ; correspondances de la Commission onusienne pour les réfugiés à Rodriguez Larreta (Genève, 20 et 25 juillet 1977) ; lettre de Rodriguez Larreta au sécuritaire des Nations Unies (Suède, 7 novembre 1979) ; coupures des presses mexicaine, française, américaine, anglaise, argentine, suédoise, suisse, hollandaise, italienne et uruguayenne ; divers. Mars 1977- février 1984. 148 pièces.
 - 17- Le cas de De Solarich. Lettre de la section d'Orléans d'Amnesty International au SIJAU (Orléans, le 18 novembre 1982). 1 pièce.
 - 18- Le cas du réfugié Sergio Vasilskis Castro en quête de naturalisation espagnole. Correspondances entre ce dernier le SIJAU (Fontenay/s/Bois, 17 avril 1982 et 26 août 1982 ; Paris, le 23 avril 1982) ; lettres entre le SIJAU et l'avocat José Bertalmio (Paris, le 23 avril 1982 ; Madrid, le 27 avril 1982) ; divers. Avril 1982-août 1982. 9 pièces.
 - 19- Le cas de Martin Pittaluga en quête du statut de réfugié. Lettre du SIJAU à Martin Pittaluga (Paris, le 7 septembre 1982) au Directeur de l'OFPPRA (Paris, le 14 septembre 1982) ; notes manuscrites. Septembre 1982. 5 pièces.
 - 20- Le cas de Pedro Aguerre Albano en quête de naturalisation française. Lettre du Ministère de la Justice française au SIJAU (Paris, le 15 décembre 1981) ; correspondance d'Amnesty International à la Direction des conventions administratives et des affaires consulaires du Ministère des Affaires Etrangères (Paris, le 17 mai 1978) ; lettre du Cabinet du Premier Ministre français au SIJAU (Paris, le 26 mars 1982) ; correspondances diverses. Mai 1978-mars 1982. 12 pièces.
 - 21- Le cas de Guillermo Sylwan Ayrès. Correspondances entre le SIJAU et l'avocate Maria Ines Capucho (Växjö, 15 juillet 1981 ; Paris le 24 juin 1981). ; correspondances diverses. Décembre 1979-juillet 1981. 5 pièces.

- 22-Le cas de Cabrera Martinez. Correspondances entre cette dernière et le SIJAU (Lisses, le 25 avril 1981 ; Paris, le 1^{er} juin 1981) ; divers. 5 pièces. Avril 1981-juin 1981. 5 pièces.
- 23- Le cas de Cabrera Gonzales qui veut obtenir le droit d'asile. Lettre du SIJAU au Cabinet du Premier Ministre (Paris, le 22 février 1983) ; coupure de la presse française (Le Monde, 23 février 1983) ; Comité de defensa de derechos humanos en el Cono Sur, los 30 años del estatuto de los refugiados (s.l., juillet 1981). Juillet 1981-février 1983. 3 pièces.
- 24-Le cas de Anita Razenda Borat et Rierro Molla. Lettre de Sara Youtchak au SIJAU (Paris, le 10 novembre 1981).1 pièce.
- 25-Le cas de Bustamente de Riet. Témoignages de German et Jorgelina Bustamente de Riet (s.l., 11 février 1983). Février 1983. 3 pièces.
- 26-Le cas de Franklin Arguello. Lettre de la section allemande d'Amnesty International (RFA, février 1983). 1 pièce.
- 27-Le cas de Americo Raballo. Lettre du SIJAU à la Commission Interaméricaine des Droits de l'Homme de l'OEA (Paris, le 30 août 1983). 1 pièce.
- 28-Le cas de Rita Ibarburu Suarez. Communiqués d'Amnesty International (Londres, 16 octobre 1981 et le 18 novembre 1981) et du SIJAU (Paris, le 16 octobre 1981). Témoignages recueillis par le SIJAU de Irma Leites et de Rita Ibarburu (Alvesta, Suède, 6 novembre 1981 ; Paris, 16 novembre 1981) ; correspondances entre Steffi Wittenberg d'Amnesty International et le SIJAU (Hambourg, les 5 et 17 décembre 1982, 10 janvier 1983 ; Paris, le 21 janvier 1983) ; correspondance du SIJAU au Parti Socialiste français (Paris, le 8 février 1982) ; autres correspondances diverses ; coupures de presse (AFP, 17 octobre 1981). Octobre 1981. 15 pièces.
- 29-Le cas de Horacio Dario Ramos Bentancour. Correspondances entre le SIJAU et l'avocate Maria Ines Capucho (Paris, juillet 1981) ; correspondance du SIJAU à Maître Katz, avocat à la Cour d'appel de Paris (Paris, le 28 juillet 1981) ; lettre à la Direction de la division des droits de l'Homme de l'ONU (Paris, 25 juillet 1981) ; communiqué d'Amnesty International (Londres, 15 juillet 1981), du SIJAU (Paris, le 15 novembre 1979 et le 20 juillet 1981) et du FPPU (Suède, juillet 1981) ; correspondances diverses. Novembre 1979-juillet 1981. 10 pièces.
- 30-Les cas de Tabaré Eloisles, Rivero Cedés et Jorge Selves Lawler. Communiqué du SIJAU (Paris, le 20 juillet 1981). Fiches de présentation (juillet 1981). Juillet 1981. 3 pièces.
- 31-Les cas de Hugo Rodriguez, Daniel Aljanadi et Eduardo Fregosi, membres du Parti Socialiste Uruguayen. Correspondances du Parti Socialiste Uruguayen (Barcelone, les 14 juillet et 29 juillet 1981) ; divers. Juillet 1981. 4 pièces.
- 32-Le cas de Hugo Aroldo Dermitt Barbato. Correspondance du SIJAU à la Direction de la division des droits de l'Homme (Genève, 19 janvier 1981) et à Olga Carinos (Paris, le 11 septembre 1981) ; « Témoignage pour un fils assassiné. Le cas de Hugo Dermitt Barbato »(s.l., s.d.) ; témoignage de Juan Angel Toledo Reyes adressée à la famille de Hugo Dermitt Barbato (Moheda, le 12 février 1981) ; interview de la députée européenne Else Hammerich (Cuestion, s.d) ; communiqués du SIJAU (Paris, les 9 janvier 1981 et 28 janvier 1981) ; coupures de presse (IPS, s.d. ; AFP, 9 janvier 1981) ; autres correspondances. Janvier 1981-septembre 1981. 9 pièces.
- 33-Le cas de Claudio Benech. Coupures de la presse brésilienne (O Estado de Sao Paulo, 3 janvier 1981 ; Folha de Sao Paulo, 3 janvier 1981 ; GERAL, 6

- janvier 1981); correspondance du SIJAU (Paris 29 janvier 1980). Janvier 1980-janvier 1981. 5 pièces.
- 34-Les cas de Jorge Dabo Revello et Edmundo Rovira. Correspondance de David Campora à la sœur de Jorge Dabo, Nylia Nieto (Cologne, le 1^{er} janvier 1981); correspondance de Nylia Nieto à l'ambassadeur d'Uruguay au Mexique(Mexico, 23 décembre 1980); télégramme de Nylia Nieto, Marcos Dabo Nieto et Antonio Dabo Nieto au général Queriolo, Commandant en chef des Forces Armées, à Dr Aparicio Méndez, Président de la République uruguayenne, au Directeur de la prison Libertad et au Commandant en chef de la région militaire (Mexico, 12 décembre 1980); communiqué du Comité de Solidaridad con Uruguay (Mexico, décembre 1980); coupures de la presse mexicaine (Uno mas uno, 10 décembre 1980), uruguayenne (Desde Uruguay, n°24, décembre 1980) et différentes dépêches(AFP, 19 décembre 1980; IPS, s.d.); autre correspondance du SIJAU; divers. Décembre 1980-janvier 1981. 12 pièces.
- 35-Le cas de Ibero Gutiérrez, réfugiée en Suisse. Témoignage de Ibero Gutiérrez (Suisse, s.d.). 1 pièce.
- 36-Les cas Héctor Rodriguez, dirigeant du Frente del Amplio de Uruguay, Carlos Fasano et Quartiani. Communiqué de la section néerlandaise d'Amnesty International (Pays Bas, mai 1979); correspondance de cette même section d'Amnesty International au SIJAU (Pays Bas, 15 juillet 1979); lettre de Carlos Fasano (la Chapelle, Pays Bas, 10 juillet 1979); SIJAU, *Lista incompleta de prisioneros políticos uruguayos muertos en prision o poco tiempo luego de salir de esta* (Paris, juin 1979); SIJAU, *Lista incompleta de prisioneros políticos uruguayos enfermos* (Paris, octobre 1979); correspondances entre le SIJAU et los Grupos de Accion unificadora del Frente Amplio del Uruguay (janvier 1980; Paris, le 21 avril 1980 et une s.d.); Revue Human Rights Internet Newsletter (vol 4, n°9 et vol 5, n°1, juin-juillet-août 1979); Dossier de los Grupos de Accion unificadora del Frente Amplio del Uruguay, *Libertad para Héctor Rodriguez. Dirigente de los GAU y del Frente Amplio del Uruguay* (s.l., s.d.); photo de Héctor Rodriguez; communiqué de la section londonienne d'Amnesty International (Londres, 20 janvier 1981); divers. Mai 1979-avril 1980. 16 pièces.
- 37-Le cas de Luis Alberto Viera. Correspondances entre Luis Alberto Viera et le SIJAU (Moscou, 5 mars 1979; Paris, le 30 mars 1979); correspondances et la section de la RFA d'Amnesty International et le SIJAU (s.l., 11 février 1979; Paris, le 19 mars 1979; s.l., le 12 avril 1979); SIJAU, Copia fiel de una carta enviada por Luis Alberto Viera a una persona de su conocimiento (s.l., 27 décembre 1979); divers. Juin 1977- décembre 1979. 15 pièces.
- 38-Le cas de Blanca Sanabira, membre du Partido por la victoria del pueblo. Communiqué urgent du Partido por la victoria del pueblo (s.l., 15 novembre 1980). 1 pièce.
- 39-Témoignage de la torture vécue par le syndicaliste Enrique Daniel Vignoly Silva, correspondances diverses. Décembre 1981-janvier 1982. 3 pièces.

F delta rès 809 (3) (40-44)

- 40-Liste de prisonniers politiques libérés. Mars 1977-novembre1979. 18 pièces.

- 41-Cette chemise comprend des témoignages qui confirment la pratique de la torture par les autorités uruguayennes. Le dossier de presse du CDPPU qui regroupe les témoignages de Lincoln Buizzosero, Nidia Caligari de Cacciavillani, Alvaro Jaume, Maria Elena Curbelo, Washington Rodriguez et Juan Pablo Mirza (Paris, 24 janvier 1979) ; *testimonio de Juan Carlos Romans* (s.l., s.d.) ; *testimonio de una refugiada politica actualmente en Holanda* (Holanda, juillet 1978) ; *testimonio de Jacinto Leguisamo Carbajal* (s.l., 13 septembre 1978) ; *testimonio de Alvaro Jaume* (s.l., 17 septembre 1978) ; Resistencia Obrero Estudiantil (ROE), *Interview accordée à Hugo Cores le 30 septembre 1976 par Radio Lombardia* (Milan, le 30 novembre 1976) ; témoignage de l'ex-détenue uruguayenne Berta Isabel Baptista Lasarga qui relate le cas de Maria Elena Curbelo de Mirsa (s.l. ; s.d.) ; divers. Novembre 1976-avril 1979. 9 pièces.
- 42- Les médecins emprisonnés. Médecins Sans Frontières, *Médecins emprisonnés* (Paris, s.d.) ; SIJAU, *Lista incompleta de presos politicos, medicos uruguayos* (Paris, 12 juillet 1979) ; SIJAU, *Datos obtenidos sobre la medica Gloria Labanca de Pirri, detenida en Uruguay desde junio de 1972* (s.l., 1978) ; divers. 1978-juillet 1979. 5 pièces.
- 43-Appel en faveur des prisonniers Bernier Ferrero, Medvedeo Lema, Cruz Garcia, Pereira Malanotti, Martinez Machado, Orlando Pereira et Oribe Peralta. Juillet 1981. 8 pièces.
- 44- Communiqués de presse du SIJAU concernant les prisonniers politiques. Janvier 1978-décembre 1984. 25 pièces.

F delta rès 809 (3) (45-49)

- 45-Ces correspondances traduisent la situation des prisonniers politiques malades. Lettre du SIJAU à l'Ambassadeur de Suède en France (Paris, le 24 mars 1984) ; lettre confidentielle du SIJAU au Ministère des Affaires Etrangères Suédoises (Paris, le 27 janvier 1983) ; diverses correspondances. Juin 1979-mars 1984. 6 pièces.
- 46- Prisonniers politiques malades durant les années 1981-1982. SIJAU, liste de détenus politiques malades (Paris, le 5 janvier 1981) ; lettre de Eliane Gutiérrez au directeur de *Informationen über Uruguay* de Cologne concernant le cas de Yolanda Catelina Ibarra Chavez de Chassal (Compiègne, le 28 avril 1980) ; Liste de prisonniers italo-uruguayens malades (s.l., décembre 1976) ; SIJAU, témoignage de Irma Leites(Alvesta, Suède, le 6 novembre 1982) ; autres correspondances. Janvier 1981-novembre 1982. 7 pièces.
- 47-Prisonniers politiques malades durant l'année 1979. Våxjö's Uruguay Kommitté, *Lista de detenidos incompleta del FUSNA (Cuerpo de Fusileros Navales)* (Stockholm, 28 mai 1979) ; lettre de la section de Fribourg d'Amnesty International au SIJAU avec en annexe la « *Lista de uruguayas detenidas en Punta de Rieles, carcel femenina de Montevideo, que se encuentran en grave estado de salud* » (Fribourg, 31 juillet 1979) ; SIJAU, *Lista incompleta de prisioneros enfermos y en grave estado de salud* (Paris, juin 1979, septembre 1979 et octobre 1979) ; SIJAU, *Prisioneros presentant des affections cardiaques* (Paris, septembre 1979) ; SIJAU, *Mujeres con*

problemas de salud (septembre 1979) ; SIJAU, *Copia fiel de la carta de Mario W. Soto, detenido en la prision de Libertad y dirigida a la familia Macri, padres de su compañera* (Paris, le 14 octobre 1979) ; SIJAU, *Formular für information über kranke politische gefangene* (Paris, décembre 1979) ; correspondances diverses. Janvier 1979-décembre 1979. 39 pièces.

- 48- Prisonniers politiques malades durant l'année 1980. SIJAU, *Lista incompleta de medicos comprometidos en la tortura* (Paris, le 6 janvier 1980) ; *In einer offiziellen Riechtigstellung werden Einzelheiten über die Behandlung inhaftienter personen bekanntgegeben (Erschienen in der Tageszeitung El Pais, Montevideo, 8 janvier 1980)*; Dossiers sur la *Situacion de los prisioneros politicos en Uruguay. Enfermos graves* (Suède, février 1980) ; correspondances entre deux sections italienne et allemande d'Amnesty International et le SIJAU (Trévise, le 23 février 1980 ; Paris, le 26 mars 1980 et le 28 avril 1980 ; s.d., 2 mai 1980 ; Médecins Sans Frontières, prisonniers malades (Paris, s.d.) ; lettre du SIJAU concernant le cas de Gladys Yanez Rijo (Paris, le 3 septembre 1980) ; divers. Janvier 1980- septembre 1980. 10 pièces.
- 16- Prisonniers politiques malades. *The medical situation in Uruguayan prisons and concentration camps* (s.l., s.d.) ; lettre de Warfvinge et de Nils Eriksson à la direction de l'hôpital central des Forces Armées, au commandant et au Médecin chef de la Prison de Libertad et au Ministre de la Défense Nationale, Dr Walter Revenna (s.l., s.d.) ; divers. S.d. 41 pièces.

F delta rès 809 (3) (50-72)

- 17- Le cas de Rey Puma. Ce marin de 1^{ère} classe, s'est engagé dans la marine en septembre 1977. après une brève formation militaire, il a été affecté à un service technique d'enquête dépendant de la préfecture navale qui est rattachée au ministère de la Défense. Dans ses déclarations, il apporte des preuves matérielles (photos entre autres) sur les cadavres rejetés par le fleuve sur la côte d'Uruguay entre 1976 et 1979, il décrit le fonctionnement des services d'investigations, la collaboration entre les services répressifs uruguayens et argentins et la pratique généralisée de la torture. Transcription écrite de l'interview enregistrée, accordée par Rey Puma (s.l. ; novembre-décembre 1980). 12 pièces.
- 18- Déclarations de Rey Puma faites au SIJAU (Sao Paulo, 18 décembre 1980) ; ; divers. Décembre 1980-janvier 1981. 8 pièces.
- 19- Correspondances entre le SIJAU et Rey Puma (Amsterdam, le 13 décembre 1982 ; le 11 juillet 1984 et le 10 juillet 1985 ; paris, le 9 janvier 1983, le 17 mars 1983 le 25 juin 1985) ; communiqué de presse du SIJAU (Paris, le 8 janvier 1981) ; lettre du SERPAJ à Rey Puma (Montevideo, 3 juillet 1985) ; diverses correspondances. Janvier 1980-juillet 1985. 18 pièces.
- 20- Les preuves matérielles apportées par Rey Puma qui comportent des photos des cadavres rejetés par le fleuve. Car il a été chargé de prendre des photos, de procéder à des constatations matérielles et de relever les empreintes. Cette chemise comprend également des portraits et les identités de quelques tortionnaires. 17 pièces.

- 21- Revue de presse effectuée par le SIJAU concernant l'affaire Rey Puma. Coupures de la presse brésilienne mexicaine et française. Décembre 1978-février 1981. 19 pièces.
- 22- Le cas du lieutenant-colonel Rodolfo Gonzales Diaz. Cet officier de l'armée de terre uruguayenne nie avoir participé à la torture. Il dit avoir fait parti du mouvement 1815 qui en 1971 se proposait de défendre le résultat des élections dans l'éventualité d'un coup d'Etat qui voudrait détourner un éventuel triomphe du Front élargi aux élections, de faire prendre consciences aux autres officiers des problèmes du pays et de prendre contact avec le milieu syndical. Accusé sans preuves d'organiser des réunions avec des subalternes. Il quitte le pays et obtient le statut de réfugié politique pour délit d'opinion. Acte de radiation de l'armée du lieutenant-colonel Rodolfo Gonzales Diaz (*Boletin del Ministerio de Defensa Nacional*, 22 janvier 1980) ; déclaration de Rodolfo Gonzales Diaz au SIJAU où il établit la liste d'officiers uruguayens détenus(s.l ; novembre 1980) ; coupure de la presse mexicaine (*Uno mas Uno*, 29 novembre, 30 novembre et 10 décembre 1980) ; divers. Janvier 1980-décembre 1980. 10 pièces.
- 23- Le cas de la brésilienne Flavia Schilling Wesp détenue en Uruguay. Elle bénéficie de la modification du code pénal uruguayen (cf. les *medidas de seguridad eliminativas*) qui approuve une loi qui introduit des changements dans la situation légale des prisonniers politiques. SIJAU, circulaire n°35 (Paris, 19 mai 1980) ; coupures de la presse brésilienne (septembre 1979-mars 1980) ; divers. Septembre 1979-mars 1980. 38 pièces.
- 24- Le cas du mécanicien Pietrarroia Zapata Rosaria. Extrait de la sentence en première instance du Tribunal militaire de Pietrarroia Zapata Rosaria accusé de subversion (Montevideo, 28 août 1978) ; lettre de la section suédoise d'Amnesty International au SIJAU accompagné d'une photo (Skara, 31 mai 1985). Août 1978-mai 1985. 3 pièces.
- 25- Le cas de Pérez Jaime condamné le 16 novembre 1978 pour avoir violé l'article 60 du Code militaire. Note sur Pérez Jaime issue de l'Ambassade d'Uruguay en République Fédérale d'Allemagne (s.l ; novembre 1980). 2 pièces.
- 26- Le cas de Miguel Menghini. Fiche de présentation de Menghini (s.l ; 24 janvier 1979) ; correspondance du Ministère de la justice néerlandaise-Direction des affaires étrangères à Mme Van Nes de la Fondation hollandaise pour les réfugiés (La Haye, 6 novembre 1978) ; correspondance de Maître Celia Gil, avocat et ex-membre du Conseil directif du Collège des avocats d'Uruguay à Mme Marynés Escardo de Menghini (Amsterdam, 29 octobre 1978). Octobre 1978-janvier 1979. 5 pièces.
- 27- Le cas du mathématicien José Luis Massera. CNT (Bulletin de la commission de travail en France de la CNT, mai 1981) ; correspondance de Moriana Hernandez Valentini de Bazzano à Amadou Mahtar M'Bow, directeur général de l'UNESCO (Mexico, 10 mai 1981) ; Centre universitaire méditerranéen, «cérémonie de remise des insignes de Docteur *Honoris Causa* à M. José Luis Massera » (Nice, 24 mars 1981) ; le Bureau national du Syndicat National de l'Enseignement Supérieur, «Hommage à José Luis Massera » (Nice, 24 mars 1981) ; correspondance de la section française d'Amnesty International au SIJAU (Sète, le 6 novembre 1981) ; coupures de la presse française (*L'humanité*, 24-29 mars 1981) et uruguayenne (*Boletin del PCU*, n°5, 1982) ; collectif Uruguay Massera, «Vérité sur la torture. Amnistie pour les prisonniers

- politiques. Liberté pour Massera »(Paris, 1982) ; divers. Mars 1981-1982. 14 pièces.
- 28- Le cas du lieutenant José Martinez Salgueiro. Lettre du parti social démocrate suédoise au président du Suprême Tribunal Militaire de Montevideo (Suède ; s.d.) ; lettre de l'évêque Arne Palmqvist et du pasteur Curt Carlsson au Président de la république uruguayenne, le général Gregorio Alvarez (Västerås, 8 septembre 1981) ; lettre du général Emil Spannochchi au Président de la république uruguayenne, le général Gregorio Alvarez (Vienne, 18 septembre 1981) ; lettre de Nicholas Ridley du *Foreign and Commonwealth Office* (Londres, 14 septembre 1981) ; coupures de la presse suédoise et mexicaine (mai 1981-octobre 1981) ; divers. Mai 1981-octobre 1981. 15 pièces.
- 29- Le cas de Marquez Volonté, délégué syndical et ouvrier textile de la section filature de l'usine de Alpargatas de Montevideo. Dossier José Pedro Marquez Volonté qui rassemble plusieurs correspondances et coupures de presse (s.l ; s.d) ; documents divers. Mars –avril 1983. 5 pièces.
- 30- Le cas de Elena Quinteros. AFUDE, « Elena Quinteros »(Paris, avril 1979), «dossier presse de Elena Quinteros »(lieux divers, mai 1983) ; divers. Avril 1979-mai 1983. 4 pièces.
- 31- Le cas de Juan Carlos Trujillo. Dossier de Juan Carlos Trujillo (s.l ; s.d). 1 pièce.
- 32- Le cas Hector Romero Alfredo. Correspondance de Nelly Roverano de Romero au SIJAU (Stockholm, 7 septembre 1979) ; correspondance de la section allemande d'Amnesty International au SIJAU (Cologne, 25 janvier 1980) ; correspondance de l'avocat Edgardo Carvalho, membre du comité directeur du SIJAU à Bernard Hermanns de la section RFA d'Amnesty International (Madrid, 10 avril 1980) ; photo de Hector Romero Alfredo ; divers. Septembre 1979-avril 1980. 6 pièces.
- 33- Dossier qui met en relief le cas de Humberto Rodriguez Cabrera, président del *Sindicato de la Administracion Nacional de Puertos* (s.l. ; s.d.). 1 pièce
- 34- Correspondances diverses du SIJAU qui traduisent le cas de Elena Beatriz Vasilkis Sergio. Octobre 1983. 5 pièces.
- 35- Le cas de Americo Gaston Roballo. Amnesty International (*Urgent Action*, 19 octobre 1982) ; correspondance de Mauro Miguez au secrétaire exécutif de la CIDH-OEA (s.l., 20 octobre 1982) ; Bulletin du Comité de Solidaridad con el pueblo uruguayo, (Mexico, n°5, novembre 1982) ; divers. Octobre-novembre 1982. 4 pièces.
- 36- Le cas de Antonio Viana Costa. Antonio Viana Costa, «Denuncia de secuestros y torturas. Prueba de que la reaccion se continentaliza » (s.l., 11 juin 1981) ; divers. Juin 1981. 2 pièces.
- 37- Le cas du lieutenant de 1^{ère} cavalerie Julio Cesar Cooper Alves, officier des armées uruguayennes. Extrait des déclarations faites par Julio Cesar Cooper Alves au programme espagnol de la Radio suédoise (Suède, 15 décembre 1978) ; déclarations de Julio Cesar Cooper Alves recueillies par le groupe d'appui de la section suédoise (Stockholm, 11 janvier 1979) ; déclarations de Julio Cesar Cooper Alves devant les membres de l'Association Uruguay de Suède (Suède, 11 janvier 1979) ; compte rendu d'une conférence de presse organisée par la section suisse d'Amnesty International (Genève, 27 février 1979) ; coupure de la presse française (Le Matin, 30 janvier 1979). Décembre 1978-janvier 1979. 6 pièces.

- 38- Le cas de l'avocat Rodolfo Schurmann Pachaco. Communiqués du SIJAU (Paris, les 10 et 11 octobre 1977) ; communiqué de presse de la Commission internationale des juristes (Genève, 3 novembre 1977) ; coupure de la presse espagnole (El Pais, 9 avril 1978. octobre 1977-avril 1978. 5 pièces.
- 39- Le cas de Hugo Cores, syndicaliste uruguayen arrêté à Buenos Aires. Lettre à Rocamora, Ministre de l'Intérieur de la République d'Argentine (Paris, s.d.) ; lettre à Margaride, chef de la police à la préfecture de police à Buenos Aires (Paris, s.d.) ; lettre à Benitez, Ministre de la justice d'Argentine (Paris, s.d.) ; lettre à Isabelle Peron, Présidente de la République d'Argentine (Paris, s.d.) ; SIJAU «Rapport de la mission effectuée en Argentine du 24 au 30 avril 1975 par J. L. Weil, avocat à Paris, mandaté par la FIDH et le SIJAU » ; coupures de la presse argentine (Ultima Hora, 26 avril 1975 ; La Opinion, 26 avril 1975) et française (Le Monde, 2 mai 1975) ; lettre de l'avocat Pierre Edouard Weil avec en pièce jointe une lettre du Ministre de l'Intérieur français au Président du Tribunal administratif de Paris concernant le recours en annulation de l'expulsion du territoire français de Hugo Cores (Paris, 15 septembre 1980) ; divers. Avril 1975-septembre 1980. 11 pièces.

[Recueils. Disparus, personnes disparues en Uruguay. Documents divers], lieux divers, éd divers, juin 1976-mars 1986. 218 pièces.

F delta rès 809 (4) (1-8).

- 1- L'action des mères des disparus uruguayens en Argentine. Lettre du SERPAJ au Président de la République uruguayenne, le général Grégorio Alvarez (Montevideo, 5 juillet 1982) ; lettre des mères des disparus uruguayens en Argentine (Montevideo, juillet 1982 et 4 juin 1983) ; carta de padres de desaparecidos uruguayos al Consejero de Estado ingeniero Eduardo Praderi (Montevideo, 21 juillet 1982) ; communiqué du SERPAJ (Montevideo, 6 août 1982) ; coupures de la presse argentine (La prensa, 4 octobre 1982 ; El Dia, 14 juillet 1982 ; Busqueda, 1^{er} septembre 1982), brésilienne (Folha do Sao Paulo, 22 octobre 1982), uruguayenne (ACF, 21 octobre 1983), anglaise (The Guardian, 26 octobre 1982) et française (AFP, 31 décembre 1982 et 3 janvier 1983) ; divers. Janvier 1982-octobre 1983. 16 pièces.
- 2- Ce dossier traite de la situation de citoyens uruguayens disparus en Argentine et le cas de Mariana Zaffaroni revient souvent. Dossier AFUDE, *Uruguay Disappeared citizens* (s.l., s.d.) ; SIJAU, *Desaparicion y posterior. Deportacion clandestine de ciudadanos uruguayos refugiados* (Paris, s.d.) ; SIJAU, *desaparicion forzada y no voluntaria de ciudadanos uruguayos* (Paris, juin 1979) ; communiqués du SIJAU (Paris, le 16 février 1984 et le 9 novembre 1984 ; Buenos Aires, 30 octobre 1984) ; extrait du rapport de Mme Zumstein (représentante permanente de la FIDH en Argentine), «Personnes disparues en Argentine » (in Le Céri, n°5, septembre 1979) ; lettre de Los abuelas de plaza de mayo (Buenos Aires, 22 juin 1985) ; déclaration signée par Pierre de Senqrclens (Ex directeur de la division des droits de l'Homme de l'UNESCO), Juez Salvatore Senese (membre du Conseil supérieure de la Magistrature d'Italie), Juez Philippe Texier (membre de la Fédération des droits de

l'Homme), le procureur espagnol José Antonio Martín Pallín, Leo Mataramo (Avocat devant la Cour de Paris, président de la Ligue Internationale pour la Défense et la Libération des Peuples) et Théo Van Boven (ex directeur de la division des droits de l'Homme de l'ONU) (s.l., s.d.) ; Madres y familiares de detenidos desaparecidos, « Esto no es pasado, es hoy. No hay democracia sin verdad y justicia » (Boletín, n°2, juillet 1985) ; Madres y familiares de detenidos desaparecidos, « Campagne internationale visant à la rencontre de Mariana » adressée au président argentin Raul Alfonsín et à son homologue uruguayen Sanguinetti, au Ministre de l'Intérieur argentin, Troccoli et au Ministre des Relations Extérieures uruguayen Enrique Iglesias (Montevideo, 1986) ; coupures de la presse argentine (Clarín, mars 1983 et 5 août 1983 ; La voz, 4 septembre 1983) ; diverses correspondances du SIJAU. Juin 1979-1986. 28 pièces.

- 3- Ces documents mettent en relief le thème des disparus dans le Cône Sud et renvoie en même temps à la douloureuse question du «Plan Condor ». Liste complète des citoyens uruguayens disparus en Argentine, au Paraguay et en Uruguay (Sao Paulo, 5 mai 1980) ; Citoyens uruguayens disparus au Paraguay (s.l., s.d.) ; « Testimonios probatorios de la coordinación represiva entre las fuerzas militares uruguayas y argentinas en el secuestro de ciudadanos uruguayos en Buenos Aires. Juillet 1976-août 1979 » (s.l., s.d.) ; correspondances entre le SIJAU et l'ordre des avocats du Brésil (Paris, le 20 août 1980, septembre 1980 ; Rio de Janeiro, 27-28 octobre 1980) ; communiqués du SIJAU (Paris, le 19 février 1980 et octobre 1980) et des Madres y familiares de detenidos desaparecidos (Montevideo, 26 mars 1986) ; les résolutions du séminaire de l'Association Internationale contre la Torture (Genève, 20-22 avril 1982) ; coupures de la presse française (AFP, 20 octobre 1982 et 14 octobre 1983) ; Bulletin du Comité de Solidaridad con el pueblo uruguayo, (Mexico, n°4, octobre 1982) ; lettre de Héctor et Laura Salvo à l'avocat maître Belisario Dos Santos concernant leur fille Ana Ma. Salvo (Montevideo, 11 novembre 1982) ; correspondance du SIJAU à la Commission uruguayenne des droits de l'Homme concernant le cas de Jorge Emilio Martinovic (Sao Paulo, 14 septembre 1983) ; divers. Juillet 1976-mars 1986. 22 pièces.
- 4- Les coupures de presse argentine, notamment de Clarín et de La Voz, relatifs à la question des disparus. Février 1984. 11 pièces.
- 5- La question des disparus a suscité la mise en place d'une Commission d'enquête parlementaire en Uruguay. « Uruguayos desaparecidos en Argentina » (s.l., janvier 1985) ; Cámara de representantes. Comisión preinvestigadora, «Personas desaparecidas. Situación y hechos que lo motivaron designación de una comisión investigadora ». (Montevideo, février 1985). Propuesta de anteproyecto de ley para la investigación de violaciones graves a los derechos humanos (Montevideo, 11 février 1985) ; Comisión investigadora del Parlamento de Uruguay. Cámara de diputados, «Desaparición forzada de personas. Declaración de Alejandro Artucio en nombre y representación del SIJAU » (Montevideo, septembre 1985) ; Comisión investigadora de la Cámara de diputados, «Situación de las personas desaparecidas y los hechos que lo motivaron. Resumen e índice general del legajo elevado por el SIJAU a la Comisión » (Paris, mai-juin 1985) ; lettre du SIJAU au député José Díaz (Paris, le 8 juin 1985) ; lettre du SIJAU aux députés Carlos Cassina, Julio Davedere, José Díaz, Hector

Lescano, Nelson Lorenzo et Andrés Toriani (Paris, le 7 juin 1985) ; lettre du SIJAU au député du Frente Amplio del Uruguay, Nelson Lorenzo Bencada ; lettre du SIJAU au Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires des Nations Unies (Paris, le 22 avril 1985) ; lettre du SERPAJ aux députés uruguayens (Montevideo, le 12 mars 1985) ; lettre du SIJAU à la chambre des représentants de l'Uruguay. Commission d'enquête sur la situation des personnes disparues Paris, 14 mai 1979) ; «Comunicaciones de la SIJAU a la Unesco » (Paris, s.d.) ; correspondances diverses du SIJAU ; divers. Mai 1979-juin 1985. 21 pièces.

- 6- Cette chemise concerne toujours les disparus en Uruguay. Lettre du SERPAJ à la Division des droits de l'Homme de l'ONU (Montevideo, le 14 mai 1982) ; «The children who have disappeared in the southern cone » (Clamor, n°12, décembre 1980) ; lettres du SIJAU au Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires des Nations Unies (Paris, 18 décembre 1981 ; Genève 22 mars 1982) ; Familiares de desaparecidos detenidos por razones políticas (Boletín, novembre 1982) ; communiqué de l'Association des parents des disparus uruguayens (AFUDE, Paris, 25 octobre 1982) ; correspondances diverses du SIJAU ; divers. Décembre 1980-novembre 1982. 14 pièces.

7- La situation des disparus italo-uruguayens en Argentine. Lettre de l'avocat Enrico Dante au Ministre italien des Affaires étrangères, Emilio Colombo et au Président du Conseil italien (Rome, 6 novembre 1982) ; autre lettre du même expéditeur au même destinataire ainsi qu'au Sous-Secrétaire du Ministère des Affaires étrangères (Rome, 6 novembre 1982) ; lettre de l'Associazione Familiari Italiani di detenuti «scomparsi » in Argentina a la Commissione Affari Esteri Camera dei deputati (Rome, 22 novembre 1982) ; Richieste dei Familiari degli Italiani «desaparecidos »in Argentina rivolte alle autorità Italiane (Rome, novembre 1982) ; fiches individuelles de Giovanni Elbe Ferraro, Arturo Ruffa, Cristina Mihura, Wanda Fragale, Angela Paolin Boitano, Miguel Angel Boitano et Adriana Silvia Boitano, établies par le Tribunal Penal de Rome (Rome, s.d.) ; SIJAU, « Desaparicion y posterior deportacion clandestina de ciudadanos uruguayos refugiados » (Paris, s.d.) ; SIJAU, «desaparicion forzada y no voluntaria de ciudadanos uruguayos » (Paris, juin 1979) ; coupure de la presse (Istoé, 20 octobre 1982). Juin 1979-novembre 1982. 8 pièces.

8- Ce sont des études diverses qui portent sur les disparus en Uruguay. Eduardo Novoa Monreal (ex-président du Conseil de défense de l'Etat chilien), «Analyse juridique de la disparition des personnes » (s.l. ; s.d.) ; Résistance Ouvriers Etudiants d'Uruguay (ROE), «Enlèvements et crimes dans le Rio de la Plata » (Paris, juin 1976) ; ROE, «Quelques éléments à propos de la persécution des réfugiés politiques uruguayens en Argentine. L'armée et la police uruguayenne ajoutent maintenant à leur pratique de la torture et l'assassinat celle de l'extorsion des fonds » (Paris, septembre 1976) ; «Fundamentos de la denuncia presentada a la Comision de derechos humanos de las Naciones Unidas sobre la desaparicion y *refoulement* de refugiados politicos uruguayos » (Madrid, janvier 1978) ; «Aspectos juridicos del caso de los desaparecidos » (Madrid, 1979) ; Convention internationale sur la disparition adoptée par l'Assemblée Générale des Nations Unies dans sa résolution (New York, 6 décembre 1979)Rapport de Louis Joinet (SIJAU) intitulée «Proposition pour une prévention effective en droit international des faits de disparitions forcées ou involontaires » lors du colloque sur «La politique des disparitions forcées des personnes » (Paris, 31janvier-1^{er} février 1981) ; la résolution 666 de l'Assemblée Générale des Nations Unies, «La desaparicion forzada de personas. Un crimen de

lesa humanidad » (New York, 19 novembre 1983) ; la résolution 826 sur les disparitions forcées de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (Strasbourg, 1984) ; Commission des droits de l'Homme de l'ONU, « *Cuestion de los derechos humanos de la spersonas sometidas a cualquiera tipo de detencion o prision* » (Genève, septembre 1982) ; International Commission of Jurist, « *El problema de las personas desaparecidos y el caso de Argentina en particular* » (Genève, 4 juillet 1979) ; Federacion latinoamericana de asociaciones de familiares de detenidos desaparecidos (FEDEFAM, Boletin informativo, n°4, 4 décembre 1982) ; communiqué du FEDEFAM (s.l., avril 1984) ; « Disparus politiques » (in la revue Croissances des jeunes nations, numéro spécial 233, novembre 1981) ; *Trabajo hecho por un grupo de uruguayos en Mejico para ser presentado ante la UNESCO en el año 1979* ; AFUDE, « Sept enfants uruguayens demeurent disparus » (Paris, septembre 1979) ; « *Derechos humanos especificos denegados como consecuencia de los desapariciones forzadas o involuntarias de personas : disposiciones especiales sobre los derechos de los niños y las madres* » (s.l., s.d.) ; « *Preocupacion internacional ante las desapariciones forzadas o involuntarias* » (s.l., s.d.) ; coupure de la presse française (Le Matin, décembre 1979). Juin 1976-avril 1984. 21 pièces.

F delta rès 809 (4) (9-15)

9-Cette chemise comporte les préparatifs et le rapport de la mission d'enquête effectuée en Uruguay qui porte sur la situation des prisonniers politiques et des personnes disparues(12-18 décembre 1977). Elle est conduite par Robert Goldman, professeur de Droit International à l'Université de Washington, Maître Joaquim Martinez-Bjorkman, sénateur du PSOE et sécuritaire du Sénat d'Espagne et Maître Jean-Louis Weil, avocat à la cour de Paris. Cette mission a été organisée au nom du Mouvement International des Juristes Catholiques, du Conseil National des Eglises Américaines et de la FIDH. Correspondances des députés américains Ronald Dellums, Toby Moffet et des sénateurs américains James Abourezk, Edward Kennedy au professeur Robert Goldman (Washington, 12 décembre 1977) ; correspondance des rapporteurs à Maître Fernando Bayardo Bengoa, Ministre de la Justice uruguayenne (s.l. ; 17 décembre 1977) ; coupures de la presse espagnole (El pais, 16-17-18décembre 1977), uruguayenne (El dia, El diario, La mañana, 17 décembre 1977) et française (dépêches AFP, décembre 1977) ; SIJAU, « Liste d'uruguayens disparus en Argentine présentée par la mission d'information » (Paris, s.d.) ; SIJAU, « Uruguay. Conference de presse » (Paris, le 1^{er} février 1978) ; Memorandum de R. Goldman, J. Bjorkman et de J.L. Weil, « *Laws and decrees of the government of Uruguay which violate U.N conventions and declarations in the human rights area* » (Paris, le 6 février 1978) ; Ambassade de l'Uruguay aux Etats-Unis, « *Press release : accusations made by a commission of legal experts that recently visited the Republic of Uruguay before the committee on human rights of the United Nations* » (Washington, 3 mars 1978) ; rapport confidentiel de J.L. Weil à Kurt Waldheim, secrétaire général des Nations Unies (Paris, 27 janvier 1978) ; divers. Décembre 1977-mars 1978. 41 pièces.

10- Le circulaire n°17 du SIJAU qui traite du cas de l'uruguayenne Ana Salvo de Espiga arrêtée à son domicile à Montevideo en novembre 1978 et séquestrée en Argentine avec 22 de ces compatriotes interpellés en juillet 1976 (Paris, s.d.) ; lettre de Elsa Beatriz Pavon de Aguilar à l'ONG brésilienne CLAMOR concernant

- le cas de disparition de sa petite-fille Paula Eva de Logares (Buenos Aires, 5 février 1982). Février 1978. 2 pièces.
- 11- Rapport du SIJAU sur les prisonniers politiques et les disparus en Uruguay (Paris, s.d.)
 - 12- Communiqué de Las madres de uruguayas desaparecidos en Argentina concernant la Semana latinoamericana del detenido desaparecido (Montevideo, s.d.). 1 pièce.
 - 13- Circulaire n°33 du SIJAU, «Le cas des disparus devant la commission des droits de l'Homme des Nations Unies (36^{ème} session, février-mars 1980) » (Paris, le 26 mars 1980) ; division des droits de l'Homme-ONU, « Nota acerca de la presentacion de informacion sobre las desapariciones forzadas o involuntarias de personas » (Washington, 3 juillet 1980) ; Norma G. Deambrogio, Eliseo Gorbo, « *Testimonio de Elvira Lerena Martinez ante la Comision de Derechos Humanos de la ONU* » (Hollande, 31 janvier 1978) ; « *Pruebas de extorsion del Ejercito uruguayo ante la ONU* » (El pais, 22 février 1980) ; SIJAU, note confidentielle sur la 35^{ème} session de la CDH de l'ONU (Paris, 25 avril 1980) ; note confidentielle de la CDH, « *Derechos humanos en el Uruguay. Informe del secretario general sobre sus contactos directos* » (s.l. ; s.d.) ; divers. Janvier 1978-juillet 1980. 7 pièces.
 - 14- Rapport de l'AFUDE, « *Uruguay. Ciudadanos desaparecidos* » (Paris, janvier 1979) ; Rapport de l'AFUDE, « *Uruguay. Testimonios* » (Paris, s.d.) ; Rapport d'Amnesty International, « *The disappeared of Argentina* » (Londres, mai 1979) ; Rapport SERPAJ, « *Desaparecidos en Uruguay* » (Montevideo, mai 1985) ; Rapport des Madres y familiares de detenidos desaparecidos, « *Desaparecidos en Uruguay* » (s.l. ; s.d.). Janvier 1979-mai 1985. 5 pièces.
 - 15- Documents divers portant sur les disparus. Testament de Washington Rodriguez (Moheda, Suède, 19 juillet 1978) ; SIJAU, « *Ciudadanos uruguayos desaparecidos a causa de la represion* » (Paris, avril 1978) ; Madres y familiares de detenidos desaparecidos, « *Diga con nosotros : nunca mas un desaparecido. Campaña de firmas* » (, Montevideo, juin 1985) ; divers. Juillet 1978-juin 1985. 10 pièces.

[Recueils. Organisations internationales-Uruguay. Documents divers]. Lieux divers, éd divers, 1969-juillet 1987. 347 pièces.

F delta rès 809 (5) (1-3)

- 1- Documents divers relatifs à l'action de la Commission des Droits de l'Homme (CDH). Rapport préliminaire du rapporteur spécial Louis Joinet à la CDH, « *Etude sur la législation d'amnistie et sur son rôle dans la protection et la promotion des droits de l'Homme* » (Genève, le 22 juin 1984) ; Rapport confidentiel de Rafael Rivas Posada, « *Informe sobre la situacion de los derechos humanos* » (s.l., mars 1984) ; Extrait de la communication du Groupe de travail sur les situations relatives à l'Uruguay présenté à la 40^{ème} session de la CDH (Genève, 6 mars 1984) ; Projet de résolution, « *L'administration de la justice et les droits de l'Homme des détenus* », présenté par messieurs Alfonso Martinez, Khasawneh, Bossuyt, Despouy, Joinet, Martinez Baez, Roche, Simpson, Uribe Portocarrero et Whitaker, devant la Sous commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités de la CDH (Genève, 24 août 1984) ; Rapport de Ghaleb Baraket, « *Informe del grupo de trabajo establecido en virtud de la decision 1984/114 de la Comision de derechos humanos* » (Genève, 20 février 1985) ; « *Fundamentos de la denuncia presentada a la Comision de*

derechos humanos de las Naciones Unidas sobre la desaparicion y refoulement de refugiados politicos uruguayos » (Madrid, janvier 1978) ; note confidentielle du SIJAU (Paris, 12 mars 1981) ; communiqués du SIJAU (Paris, 28 novembre 1979, le 10 et 23 février 1980) ; lettre du SIJAU au Dr. Hipolito Solari Yrogoyen (Paris, le 15 février 1980) ; Circulaire n°34, 39 et 40 du SIJAU qui relate d'une part la mise en cause de l'Uruguay devant la Commission des droits de l'Homme (Paris, 26 mars 1980, 23 octobre 1981, octobre 1982) ; MARIE Jean Bernard, «La pratique de la Commission des Droits de l'Homme en matière de violation des droits del'Homme » (in *Revue belge de droit international*, n°2, 1980) correspondances diverses du SIJAU. Janvier 1978-août 1985. 26 pièces.

- 2- « *Derechos humanos en Uruguay. Refugiados politicos. Cuarta parte* » (Genève, juin 1978) ; Rapport du SIJAU portant sur les disparus dans le Cône Sud et intitulé «*Relacion del dossier depositado en la Subcomision de la Comision de derechos humanos de las Naciones Unidas el 2 julio 1979* » (Paris, 29 juin 1979) ; témoignage de Rosa Valiño de Releier devant la CDH (Genève, février 1980) ; SIJAU, «Examen de la lista de prisioneros politicos uruguayos, intitulada Relacion de encausadas (sediciosos) a disposicion de la justicia que fuera presentada por el gobierno del Uruguay a las 35 ava sesion de la CDH de las Naciones Unidas (1979) »(Paris, janvier 1980) ; diverses résolutions adoptées par la CDH ; correspondances diverses entre le SIJAU et la CDH et la Division des droits de l'Homme de l'ONU. Janvier 1978-avril 1985. 90 pièces.
- 3- Cette chemise met en relief l'action combinée de la CDH et du Secrétariat Général de l'ONU. «Derechos humanos en el Uruguay. Informe del Secretario General sobre sus contactos directos » (s.l. ; 1980) ; Colectividad de Uruguayos residentes en Suiza (CURS), Grupo de Informacion y Solidaridad Uruguay (GRISUR), «Peticion a la CDH de Naciones Unidas » (Genève, février 1980) ; CURS, GRISUR, «Violaciones de derechos humanos en Uruguay » (Genève, février 1982) ; CURS, «Informaciones y sugerencias sobre el trabajo de apoyo a las gestiones ante la Asamblea general de las Naciones Unidas » (Genève, septembre 1982) ;Grupo de Convergencia Democratica en Uruguay (CDU), «Human rights situation in Uruguay » (Genève, février 1980) ; CDU, «*Results of the 1981 session of the interparlamentary union. The situation of human rights and the right of parliamentarian in Uruguay* » (s.l. , s.d.) ; Résolution sur l'Uruguay lors de la 37^{ème} session de la CDH (Genève, 5 mars 1981) ; «Comentarios e observaciones al informe del representante especial del Secretario General de N.U, con motivo de su visita a Uruguay para analizar la situacion de los derechos humanos » (Genève, février 1980) ; SIJAU, «La CDH-ONU resuelve en sesion secreta sobre el caso uruguayo » (Paris, 5 mars 1982) ; SIJAU, project de resolucion a la CDH (Paris, février 1983) ; coupures de la presse uruguayenne Uno mas Uno, 31 mai 1982, 2 et 10 juin 1982) et uruguayenne (*Boletin del Partido comunista de Uruguay*, n°4 et n°5, mai 1982) ; divers. Février 1980-juillet 1987. 26 pièces.

F delta rès 809 (5) (4-10)

- 4- Les documents portent sur l'Assemblée Générale de l'ONU (octobre 1982) ; lettre du SIJAU au Ministre suédois des Relations Extérieures, Pierre Shori (Växjö, 10 octobre 1982) ; correspondances du SIJAU à Hans Thoolen (Institut Néerlandais des droits de l'Homme), Robert K. Goldman, Ines Capucho (Avocat), Louis Joinet

- (conseiller technique du Cabinet du Premier Ministre) et Alejandro Artucio (Paris, le 11 octobre 1982) ; SIJAU, «*La Asamblea General de las Naciones Unidas y el caso Uruguay* » (Paris, octobre 1982) ; divers. Octobre 1982-novembre 1982. 8 pièces.
- 5- Documents portant sur l'adoption de l'article 40 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Examen des rapports présentés par les Etats parties en vertu de l'article 40 du Pacte à la CDH (Genève, 29 janvier 1982) ; *United nations press release*, «*Department of public information press section. Human rights committee begins consideration of report from Uruguay* » (Genève, 6 avril 1982) ; *United nations press release*, «*Report from Uruguay* » (7 avril 1982) ; coupure de la presse uruguayenne (Informe del Uruguay, s.d.) ; communiqué du SIJAU (Paris, juin 1982) ; note confidentielle du SIJAU (Paris, 8 mars 1982). 8 pièces.
 - 6- CURS, «*Uruguay 1983 : documents* » (Genève, février 1983) ; CDH-ONU, «*Estudio de las situaciones de violaciones que parecen revelar un cuadro persistente de violaciones flagrantes de los derechos humanos, previsto en la resolución 8 (XXIII) de la Comisión y en las resoluciones 1235 y 1503 del Consejo económico y social. Informe del Secretario General sobre la situación de los derechos humanos en Uruguay* » (Genève, 28 janvier 1983). Janvier 1983-février 1983. 5 pièces.
 - 7- Rapport de la 37^{ème} session de la CDH-ONU, «*Informe del grupo de trabajo sobre desapariciones forzadas o involuntarias* » (Genève, 22 janvier 1981). 1 pièce.
 - 8- Documents divers ; SIJAU, «*Los derechos humanos en el caso de Uruguay fue debatido ampliamente en Naciones Unidas. Informe del periodo anual de sesiones de la Subcomisión* » (Paris, octobre 1980) ; «*Principales normas jurídicas nacionales e internacionales que han sido trasgredidas por el gobierno uruguayo* » (s.l., s.d.) ; Extrait de la 34^{ème} session de la CDH «*Nota verbal de fecha 4 de septiembre de 1981, dirigida al presidente de la Subcomisión de Prevención de discriminaciones y protección de las minorías por la delegación permanente del Uruguay ante la oficina de las Naciones Unidas y los organismos especializados en Ginebra* » (Genève ; 7 septembre 1981) ; communiqués du SIJAU (Paris, le 19 avril 1979, le 30 mai 1979, le 15 novembre 1979, le 7 septembre 1979 et le 23 octobre 1981) ; correspondances entre le SIJAU et Théo Van Boven, directeur de la division des droits de l'Homme-ONU concernant la démission de ce dernier (lieux divers ; avril-mars 1982) divers. Avril 1979-mars 1982. 16 pièces.
 - 9- Rapport à l'attention de la CDH-ONU de la Dirección Nacional de Relaciones Públicas de la República Oriental del Uruguay, «*El pueblo uruguayo a la opinión pública mundial. Documentos* » (Montevideo, février 1980). 1 pièce.
 - 10- Les résolutions du Conseil Economique et Social (Genève, juillet 1954-mai 1970). 3 pièces.

Fdelta rès 809 (5) (11-15)

- 11- Elle comporte des documents qui traduisent l'intérêt de la Communauté européenne sur la question des droits de l'Homme en Uruguay. Rapport de l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe sur la situation des droits de l'Homme en Amérique Latine (Strasbourg, 31 janvier 1980) ; communiqué de presse du Secrétariat de la Commission européenne des droits de l'Homme (Note

d'information, n°42, Strasbourg, 1^{er} au 11 mars 1982) ; lettre du Secrétariat du Conseil de l'Europe (Strasbourg, 19 mars 1982). Janvier 1980-mars 1982. 3 pièces.

12-Les actions du Parlement Européen et des différents groupes qui la composent. Question écrite de M. Hansen à la Commission des Communautés Européennes (Parlement Européen, Bruxelles, 23 janvier 1976) ; questions orales avec débat, conformément à l'article 47, de M. Glinne au nom du Groupe socialiste à la Commission des communautés européenne (Bruxelles, 13 mai 1976 ; 10 février 1977) ; communiqué de presse du Parlement Européen (Strasbourg, 10 mai 1977) ; projet de résolution adopté après la réunion d'information entre parlementaires européens et parlementaires uruguayens (Strasbourg, 10 mai 1977) ; Parlement Européen, Bulletin 1978-1979. Liste des membres (Bruxelles, 9 octobre 1978) ; Intervention de M. Alberto Suarez, ex-député uruguayen devant la Commission politique de la IV^{ème} conférence interparlementaire (Rome, 19-21 février 1979) ; Déclaration finale de la IV^{ème} conférence des parlements européen et latino-américain (Rome, 19-21 février 1979) ; communiqué de presse du FLASH (Groupe chrétien démocrate, bureau de presse, parlement Européen), «Résolution sur la situation en Uruguay » (Bruxelles, 4 décembre 1979) ; Parlement Européen, «Documents de séance 1979-1980 » : Proposition de résolution présentée par M. Glinne, Boyers, Caborn, Cohen et Mme Lizin au nom du Groupe socialiste conformément à l'article 25 du Règlement sur la situation en Uruguay (31 octobre 1979) ; communiqué du groupe socialiste du Parlement Européen (Bruxelles, 27 mai 1980) ; Parlement Européen, «Documents de séance 1980-1981 » : Proposition de résolution déposée par Mrs Glinne, Vann Den Heuvel, Lezzi (Groupe socialiste), de Mrs Rumor, Penders (Groupe du Parti populaire européen), M. Ferguson (Groupe des démocrates européens, Mrs Bangemann, Berkhower (Groupe libéral et démocratique, M. Israelau (Groupe des démocrates européens de progrès) et M. Carossino et Capanna avec demande de discussion d'urgence conformément à l'article 14 du règlement sur le référendum en Uruguay (Bruxelles, s.d.) ; question écrite de Mme Anne Marie Lizin (Groupe socialiste) à la Commission des communautés européenne (Bruxelles, 10 octobre 1982) ; réponse de Mme Burke au nom de la Commission des communautés européenne à Mme Lizin (Bruxelles, 22 novembre 1982) ; Parlement Européen, «Documents de séance 1982-1983 » : Proposition de résolution déposée par les députés Pedini, Cassanmagnago, Cerretti, Barbi, Narducci, Lega, Antiniovzi, Maij-Weggen, Phlix, Modiano, Delduca, Ghergo, Estgen, Cariotti de Biase, Colleselli, Stella, Gerokostopoulos, Adonnino, Giummarra et Papaefstratiou au nom du Groupe du Parti populaire européen et du Groupe démocrate chrétien conformément à l'article 47 du règlement sur les événements d'Uruguay (Bruxelles, 16 novembre 1982) ; Parlement Européen, «Résolution sur la situation en Uruguay » (Strasbourg, 18 novembre 1982). Janvier 1976-novembre 1982. 19 pièces.

13-Ce sont des rapports de l'Organisation des Etats Américains (OEA) sur la situation en Uruguay. Adoption du Pacte de San José-Costa Rica lors de la Convention américaine sur les droits de l'Homme (San José, 1969) ; OEA, «Informe sobre la situacion de los derechos humanos en Uruguay » (Washington, 31 janvier 1978) ; Assemblée Générale de l'OEA, «*Report of the situation of Human Rights in Uruguay* » (Washington, 26janvier-3février 1978) ; Assemblée Générale de l'OEA, «Informe anual de la Comision interamericana de derechos humanos a la Asamblea General » (Washington, 5 octobre 1979) ; OEA,

«Estatuto de la Corte Interamericana de derechos humanos (CIDH) » (La Paz, Bolivia, octobre 1979) ; « Informe de la CIDH sobre la situación de los derechos humanos en Uruguay »(Washington, 30 juin 1978) ; document approuvé à la Commission politico-judiciaire lors de la 9^{ème} Assemblée de l'OEA (Washington, 22-31 octobre 1979) ; Groupe de travail de l'OEA autour de la situation ces droits de l'Homme (s.l, s.d.) ; « *Actas de la reunion de la OEA del 27 de octubre de 1979 referentes al tema Uruguay* »(Washington, 27 octobre 1979) ; « *Texto de la resolucio n sobre derechos humanos aprobado el 29 de octubre de 1979 en la Comision juridica y politica de la Asamblea General de la OEA* » (Washington, 29 octobre 1979) ; 49^{ème} session de la CIDH (Washington, 8 avril 1980) ; OEA, « Informe anual de la CIDH 1979-1980 »(Washington, 2 octobre 1980) ; OEA, « Annual report and special reports of the inter-american commission on human rights »(Washington, 27 novembre 1980). 1969-novembre 1980. 16 pièces.

14-Elle porte toujours sur l'OEA, «CIDH » (Washington, 31 janvier 1978) ; lettre du secrétaire exécutif de l'OEA au SIJAU (Washington, 1^{er} octobre 1979) ; télégramme du SIJAU à l'OEA (Paris, s.d.) ; communiqué de presse du SIJAU (Paris, 23 octobre 1979) lettres entre le SIJAU et le secrétaire exécutif de la CIDH (Paris, le 18 juin 1985 ; washingtonia, 28 juin 1985) ; coupures de la presse brésilienne (Jornal do Brasil, 12 octobre et 13 novembre 1979), bolivienne (Presencia, 23, 24, 27 et 30 octobre 1979 ; Ultima Hora, 22, 23, 26, 27 octobre 1979 ; El Diario, 30 octobre 1979) et française (AFP, août 1983), divers. Janvier 1978-juin 1985. 33 pièces.

15-Démarche entreprise par le secrétariat exécutif de la CIDH sur la situation des prisonniers politiques dont Paulo Laborde Baffico et Rey Puma, ex-officiers de l'armée uruguayenne. Correspondances ente le SIJAU et le secrétariat exécutif de la CIDH (Paris, 18 janvier 1982, 5 mars 1982, 4 octobre 1982 ; Washington, 12 février 1982, 23 avril 1982, 2 novembre 1982) ; correspondances entre le SIJAU et Paulo Laborde Baffico (Paris, 23 septembre 1982, 14 octobre 1982) ; correspondances entre le SIJAU et Rey Puma (Paris, 27 septembre 1982, 14 octobre 1982) ; correspondances de Hugo Garcia Rivas au SIJAU (Paris, 14 octobre 1982, 11 et 12 décembre 1982) ; correspondance du SIJAU à la Ligue belge des droits de l'Homme (Paris, le 17 novembre 1982) ; note interne de David Padilla, sous-secrétaire de la CIDH-OEA concernant le cas de Hugo Garcia Rivas (Washington, 2 décembre 1982) ; divers. Janvier 1982-décembre 1982. 17 pièces.

Fdelta rès 809 (5) (16-21)

16- Diverses correspondances avec la CIDH-OEA concernant les cas individuels de prisonniers uruguayens (lieux divers, novembre 1977-novembre 1979). 15 pièces.

17- Diverses correspondances avec la CIDH-OEA concernant les cas individuels de prisonniers uruguayens (lieux divers, janvier 1980-octobre 1980). 15 pièces.

18- Diverses correspondances avec la CIDH-OEA concernant les cas individuels de prisonniers uruguayens (lieux divers, avril 1981-octobre 1981). 6 pièces.

- 19- Diverses correspondances avec la CIDH-OEA concernant les cas individuels de prisonniers uruguayens (lieux divers, février 1982-décembre 1980). 16 pièces.
- 20- Diverses correspondances avec la CIDH-OEA concernant les cas individuels de prisonniers uruguayens (lieux divers, février 1983-août 1983). 11 pièces.
- 21- Diverses correspondances avec la CIDH-OEA concernant les cas individuels de prisonniers uruguayens (lieux divers, février 1984-juillet 1984). 11 pièces

**[Recueils. Organisations Non Gouvernementales-Uruguay. Documents divers].
Lieux divers, éd divers, 529 pièces.**

F delta rès 809 (6) (1-11)

- 1- Cette chemise comporte les actions de l'Union interparlementaire en Uruguay. Union Interparlementaire, «Résultats de la session d'automne 1981 » (La Havane, 13-24 septembre 1981) ; union Interparlementaire, «La situation des droits de l'Homme en Argentine, au Chili, en Uruguay et au Guatemala » (Genève, 12 avril 1980) ; Union Interparlementaire, «*Informe del comité especial sobre la situacion de los derechos humanos en Chile, Argentina y Uruguay*. Rapporteur I. Wane (Sénégal) » (Genève, 25 mars 1980) ; Union Interparlementaire, « *Comité especial sobre la situacion de los derechos humanos en Chile, Argentina y Uruguay. Memorandum sometido por el Sr. Enrique R. Erro, ex-senador uruguayo : testimonio contra la dictadura militar uruguaya* » (Genève, 10-13 mars 1980) ; Union Interparlementaire, «*Comité especial sobre la situacion de los derechos humanos en Chile, Argentina y Uruguay. Memorandum sometido por la Comision Internacional de Juritas* » (Genève, 10-13 mars 1980) ; Union Interparlementaire, «*Comité especial sobre la situacion de los derechos humanos en Chile, Argentina y Uruguay. Informe del Comité de Libertad Sindical de la 211 sesion del Cpconsejo de administracion de la Oficina Internacional del trabajo. Documento sometido por la OIT* » (Genève, 10-13 mars 1980) ; Union Interparlementaire, «*Comité especial sobre la situacion de los derechos humanos en Chile, Argentina y Uruguay. Otros paises de America Latina Meridional. Informacion presentada por el Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los refugiados* » (Genève, 10-13 mars 1980) ; Union Interparlementaire, «Rapport du comité spécial sur les violations des droits parlementaires » (Oslo, 7-13 avril 1980) ; Union Interparlementaire, «Rapport du comité spécial chargé de présenter au Conseil, à Caracas, un rapport exceptionnel sur la situation des droits de l'Homme en Amérique Latine, en particulier en Argentine, au Chili, au Nicaragua et en Uruguay. Rapporteur I. Wane (Sénégal) » (Caracas, 30 juillet 1979) ; 66^{ème} Conférence Interparlementaire, «La situation des droits de l'Homme en particulier en Argentine, au Chili, au Nicaragua et en Uruguay » (Caracas, 13-21 septembre 1979) ; 36^{ème} session de la Commission des droits de l'Homme des Nations Unies, «Communication écrite et présentée par l'Union Interparlementaire, ONG dotée du statut consultatif de la catégorie I : la situation des droits de l'Homme en Amérique Latine » (s.l., s.d.) ; coupure de la presse bolivienne (Boletin del PCU, « *condena a la dictadura* :

unanimidad en la Union interparlamentaria », avril 1980). Juillet 1979-septembre 1981. 17 pièces.

- 2- Les communiqués de presse et périodiques d'*Amnesty International* sur la situation des prisonniers politiques uruguayens et sur la violation des droits de l'Homme. *Amnesty International*, «*Urgent action* » (Londres, 22 janvier 1977-février 1984) ; *Uruguay Bulletin* (n°47, janvier-février 1983 ; n°48, mars-avril 1983 ; n°52, novembre-décembre 1983). Janvier 1977-février 1984. 49 pièces.
- 3- Diverses correspondances et tracts d'*Amnesty International* portant sur le thème des droits de l'Homme en Uruguay (lieux divers, mars 1976-mai 1984). 29 pièces.
- 4- Des rapports établis par *Amnesty International* qui mettent en cause le régime militaire sur la violation des droits de l'Homme dans l'univers carcéral uruguayen. *Amnesty International*, «*Law and justice for political prisoners in Uruguay* » (Londres, juin 1979); *Amnesty International*, «*political imprisonment in Uruguay*» (Londres, juin 1979); *Amnesty International*, «*Conditions of detention for political prisoners in Uruguay*» (Londres, juin 1979); *Amnesty International*, *The cases of fourteen prisoners of conscience*» (Londres, mars 1979); *Amnesty International*, «*Dossier Uruguay*» (Paris, s.d.); Section paloise d'*Amnesty International*, «*Uruguay. Projet de constitution : l'institutionnalisation de la repression* » (Pau, 24 novembre 1980) ; *Amnesty International*, «*The institutionalization of repression : Uruguay's proposed new constitution* » (s.l. ; s.d.) ; *Amnesty International*, «*Les officiers militaires en prison* » (s.l. ; s.d.) ; *Amnesty International*, «*Uruguay deaths under tortures 1975-1977* » (Londres, 1978) ; *Amnesty International*, «*Statement on torture in Uruguay made by first lieutenant J.C. Cooper*» (Londres, juin 1979) Mars 1979-juin 1979. 8 pièces.
- 5- Mouvement International des Juristes Catholiques. Jean Louis Weil, «*Rapport sur les institutions démocratiques et républicaines d'Uruguay* » (Paris, décembre 1975) ; Mouvement International des Juristes Catholiques, «*Mision a la Argentina de los doctores Tomas Quadras Salcedo y Jose Federico de Carbajal acerca de la situacion de los refugiados uruguayos en ese pais* » (Madrid, juillet 1976) ; SIJAU, «*résumé de la mission d'information de l'avocat français Thierry Mignon au Brésil du 25 au 30 octobre 1980* » ; correspondances du Mouvement International des Juristes Catholiques Pax Romana au SIJAU (Paris, 23 février 1981, 18 septembre 1981, 4 décembre 1982) ; FIDH, «*revue mensuelle Chronique* »(Paris, n°73, mars 1982). Décembre 1975-décembre 1982. 8 pièces.
- 6- Ces documents portent sur l'action du Comité suisse pour une convention contre la torture. Comité suisse pour une convention contre la torture, «*Bulletin d'information* »(n°7, novembre 1979) ; Auteurs anonymes, «*Uruguay : psiquiatria y terror. Recopilacion de textos medicos* »(s.l., 1979) ; «*Conferencia internacional sobre exilio y solidaridad en la America Latina de los años setenta. La tortura como enfermedad endemica en America Latina, sus caracteristicas en Uruguay. Rapport de Luis Yarzabal* » (Venezuela, octobre 1979) ; Association Internationale contre la torture, «*Torture et disparitions forcées en Amérique Latine. Un système de gouvernement ?* » (Genève, 20-22 avril 1982) ; «*La violacion del derecho a la vida como delito contra la humanidad* » (s.l., s.d.) ; Albert Paul Lentin, «*La doctrina de Seguridad Nacional encubre un crimen contra la humanidad* » (in *Censura numero 0*, novembre 1979). Novembre 1979-avril 1982. 7 pièces.

- 7- Cette ONG nord-américaine dénonce aussi la violation des droits de l'Homme en se basant sur un rapport établi par des médecins autrichiens. The Lawyers Committee for International Human Rights, «*Uruguay: the end of nightmare? A report on human rights based on a mission of inquiry*» (New York, mai 1984); Lettre du Comité José Artigas à cette ONG nord-américaine (Paris, 31 octobre 1980) ; «*Informe del comité de Solidaridad con Uruguay José Artigas sobre el envío de dos medicos austriacos a Uruguay por Dr Reinhard Dörflinger y Sr. Claudio Weber* » (s.l., 22 août-3 septembre 1980). Octobre 1980-mai 1984. 4 pièces.
- 8- Documents divers se rapportant à l'organisation des conférences sur «la coordination de l'information publique des droits de l'Homme en Amérique Latine » par le *Human Rights International Documentation System* (HURIDOCS) à Strasbourg et à Quito (mai 1982-novembre 1982). 10 pièces.
- 9- Documents divers sur les actions de la Croix Rouge Internationale (CICR) ; SIJAU, «Liste de documents présentés à la Croix Rouge Internationale » (Paris, 14 décembre 1979) ; SIJAU, «Parents de prisonniers qui pourraient être rencontrés par la mission du CICR » (Paris, s.d.) ; François Labarthe (délégué aux problèmes des détentions au CICR), «Rapport de mission Brésil, Argentine, Uruguay du 10 février au 3 mars 1980 » (Genève, mars 1980) ; News from WOLA, « *Confidential report documents brutal conditions in uruguyan Libertad Prison* » (Washington, 5 novembre 1980) ; SIJAU, «Rapport confidentiel contacts CICR avec les otages » (Paris, 23 mars 1980) ; correspondances et télégrammes entre le SIJAU et le CICR (Paris, 4 mars et 3 septembre 1980, 3 avril 1981, 12 mars 1982 ; Genève, 5 mars 1980, 5 mars 1981) ; divers. Décembre 1979-mars 1982. 20 pièces.
- 10-Association internationale des juristes démocrates. Maître Nuri Albala, «*Report of an Amnesty international mission to Argentina 6-15 novembre 1976* » correspondances de l'Association belge des juristes démocrates pour la préparation du colloque portant sur le militarisme en Uruguay (lieux divers, novembre 1976-mai 1985). 8 pièces.
- 11-Correspondances entre l'Association pour les droits de l'Homme (APDH) et le SIJAU (Madrid, 28 avril 1981 ; Paris, 24 juin 1981) ; APDH (Revista Derechos humanos, Madrid, avril 1981 et automne 1983) ; APDH, «Uruguay : declaracion de Madrid. Primero foro por los derechos humanos y sobre el plebiscito constitucional uruguayo »(Madrid, novembre 1980). Novembre 1980-automne 1983. 5 pièces.

F delta rès 809 (6) (12-19)

- 12-Diverses publications de l'ONG uruguayenne Comité Familiares Presos Politicos Uruguayos (CFPPU) ; CFPPU (*Report*, Malmö, novembre 1982 - juillet 1984) ; 13 pièces.
- 13-CFPPU (*Boletín*, août 1981-décembre 1983). 10 pièces.
- 14-Documents divers du CFPPU. Lettre de la Asociacion de mujeres uruguayas Lourdes Pintos au Président de la république uruguayenne, le général Gregorio Alvarez (s.l., mai 1984) ; lettre du CFPPU au collège des avocats de France (Paris, 17 juillet 1982) ; correspondance des mères des prisonniers politiques en Uruguay au Président de la république uruguayenne, le général

Gregorio Alvarez (Montevideo 6 juillet 1982) ; correspondance de Ernest Glinne, député socialiste au Parlement européen au SIJAU (SIJAU, 4 septembre 1982) lettre du CFPPU au Groupe de soutien aux mères pour l'amnistie (s.l., s.d.) ; lettre du Groupe de soutien aux mères pour l'amnistie au professeur Léon Schwarzenberg (s.l. ; 16 mars 1984) ; lettres de la Coordinacion de comites America Latina au CFPPU (Paris, les 27 novembre et 28 décembre 1982) ; correspondances entre le SIJAU et le CFPPU (Malmö, 16 septembre 1981, 23 juillet et 23 décembre 1982, 20 mars 1984) ; CFPPU, «*Uruguay y los derechos humanos* » (s.l., février 1982) ; Collectif, «*Respecter la volonté populaire* » (s.l., s.d.) ; coupure de la presse italienne et française (Paese Sera, Bresciaoggi, Le Monde ; 31 octobre-26 novembre 1981) ; divers. Mars 1980-mars 1984. 28 pièces.

15- Divers rapports publiés par le CFPPU. CFPPU, «*La libération de Miguel Angel Estrella, de Charles Serralta et la situation en Uruguay* » (Paris, mai 1980) ; CFPPU, «*Coloquio sobre los aspectos juridicos de la represion en Uruguay* » (Paris, le 26 novembre 1981) ; CFPPU, «*La politique du rejugement. Commission internationale d'enquête sur l'Uruguay* » (Paris, le 26 novembre 1981) ; CFPPU, «*Les camps de concentration. Commission internationale d'enquête sur l'Uruguay.* » (Paris le 26 novembre 1981) ; CFPPU, «*Liber Seregni. Commission internationale d'enquête sur l'Uruguay.* » (Paris le 26 novembre 1981) ; CFPPU, «*Les parents des prisonniers politiques uruguayens. Commission internationale d'enquête sur l'Uruguay.* » (Paris le 26 novembre 1981) ; CFPPU, «*Les otages de la dictature. Commission internationale d'enquête sur l'Uruguay.* » (Paris le 26 novembre 1981). Mai 1980-novembre 1981. 7 pièces.

16-Documents qui mettent en relief l'interdiction des activités de l'ONG uruguayenne *Servicio y Paz* (SERPAJ). Télégrammes et correspondances entre le SERPAJ et le SIJAU (Montevideo, Paris, 21 décembre 1982, le 23 août 1983) ; extrait du journal de sessions de la Chambre des Communes du Canada (s.l., 10 février 1983) ; SERPAJ, «*Ante el flagelo de la tortura* » (Montevideo, juillet 1983) ; SERPAJ, «*Ayuno por un dia de reflexion nacional* » (Montevideo, 11 août 1983) ; Collectif, «*A proposito del cierre del SERPAJ, unica entidad de derechos humanos en Uruguay. Un luz fue apagada. Una voz fue slenciada* » (Sao Paulo, 6 septembre 1983) ; communiqués du SERPAJ (Montevideo, 12-13 août 1983) ; Revista semanario *Busqueda*, «*SERPAJ reclamo la revocacion del decreto que prohibo sus actividades* » (s.l., 22 septembre 1983) ; coupure de presse, «*Preocupa a EEUU situacion de SERPAJ* » (s.l., s.d.) ; lettre de Lincoln J. Bizzozero au SIJAU (Bruxelles, 9 septembre 1983) ; divers. Décembre 1982-septembre 1983. 15 pièces.

17-Divers périodiques du SERPAJ. *Uruguay Informations* (n°100, 10 juin 1982) ; *Revista Paz y Justicia* (n°4, octobre 1983 ; n°5, octobre 1983 ; n°6, novembre 1983 ; n°75, avril 1980 ; n°76, mai-juin 1980 ; n°80, janvier-février 1981 ; n°81, mars-avril 1981 ; n°82, avril-mai 1982 ; n°84, août-septembre-octobre 1982 ; n°85, novembre-décembre 1982 ; n°86, janvier-février 1983 ; n°87, avril 1983) ; Boletin du FPPU (Juin 1982) ; SERPAJ-America Latina (*Servicio en la informacion*, n°2, mars 1982) ; divers. Avril 1980-octobre 1983. 18 pièces.

18-Divers documents qui illustrent les soutiens internationaux apportés au SERPAJ après la décision du gouvernement uruguayenne d'interdire ses activités. Lettre de l'Ambassadeur de France en Uruguay à l'avocat Maître

Guy Aurenche, avocat à la cour et président de l'Action des chrétiens pour l'abolition de la torture (Montevideo, 7 octobre 1982) ; Dossier de l'IFOR, «Dictature et réconciliation. Entretien avec Luis Perez Aguirre »(in Non violence politique, s.l., 1984) ; «Proposition du SERPAJ de Montevideo. Notre proposition pour une législation sur l'amnistie » (s.l., 6 octobre 1984) ; SERPAJ, «Informe sobre la prohibicion de los actividades del SERPAJ-Uruguay »(Montevideo, 19 octobre 1983) ; « SERPAJ-Uruguay interdit par le gouvernement »(s.l., octobre 1983) ; Communiqué de la délégation Paix et Justice en France (Paris, 22 août 1983) ; CFPPU, «La défense des droits de l'Homme en Uruguay. L'exemple du Service Paix et Justice »(Paris, février 1983) ; lettre du CFPPU (Paris, 10 janvier 1983) ; lettre de M. Eduardo Milano, directeur de la Hoja(s.l., 5 décembre 1982) ; lettre du Comité de defensa de los derechos humanos en Uruguay (Toronto, 7 septembre 1982) ; lettre de Adolfo Pérez Esquivel, premio nobel de la Paz y coordinador general SERPAJ en America Latina (Buenos Aires, septembre 1982) ; lettre de l'avocat à la Cour de Paris, Louis Edmond au SIJAU(Paris, 8 décembre 1982) ; lettre d'Amnesty International au SIJAU (Paris, 27 octobre 1982) ; lettre de l'Association Internationale des juristes Démocrates au Président de la Conférence Episcopale Uruguayenne (Bruxelles, 28 octobre 1982) ; SERPAJ, «Informe sobre la situacion de los presos politicos en el Uruguay »(Suède, novembre 1982) ; Padre Luis Aguirre Perez, « Carta abierta a mis hermanos presbiterios »(Montevideo, 1^{er} septembre 1982) ; Adolfo Pérez Esquivel, « Los derechos humanos en la perspectiva de construccion de un orden democratico »(Mexico, septembre 1981) ; « Extraido de la homilia del Padre Luis Pérez Aguirre a la Catedral Metropolitana, Montevideo, 24 mars 1982) ; correspondances diverses du SERPAJ ; divers. Septembre 1981-juin 1986. 57 pièces.

19-Diverses coupures de presse qui traitent du SERPAJ. Août 1982-septembre 1983. 12 pièces.

F delta rès 809 (6)(20-43)

20- Documents relatifs à la Fundacion latinoamericana por los derechos humanos (FLDH) et à la Federacion latinoamericana de asociaciones de familiares de detenidos desaparecidos(FEDEFAM). FLDH, «Primer congreso latinoamericana de familiares de desaparecidos (Caracas, 26 avril 1981) ; FEDEFAM («Hasta Encontrarlos », Boletin informativo, n°1 et 2, mai-juin-juillet-août 1982 ; Acta, n°2, juin 1982), coupures de la presse (El Nacional, 21 et 30 mars 1982) ; lettre de l'avocat Nuri Albala au SIJAU (Paris, le 31 janvier 1983) ; correspondances diverses ; divers. Avril 1981-mai 1983. 16 pièces.

21-Documents divers de l'Instituto de Estudios Legales y Sociales del Uruguay (IELSUR) sur un projet de loi d'amnistie en Uruguay. Décembre-février 1985. 8 pièces.

22-La Commission Internationale des Juristes. Commission Internationale des Juristes, «Informe de la mision al Uruguay en abril –mayo de 1974 » ; International Commission of Jurist, «Human Right sin Uruguay (march 1979-february 1980) »(Genève, février 1980). La Commission Internationale des Juristes et le Comité Suisse contre la Torture, «Ante proyecto revisado » (Genève, mai 1986) ; Commission Internationale des Juristes et le Comité

- Suisse contre la Torture, «*Conferencia de Montevideo. Informe introductorio* » Genève, 6-9 avril 1987) ; «*Special committee of international NGO's on Human rights in the United Nations. Recommendations ad conclusions of the NGO seminar on human rights in the United Nations* » (s.l., 8-10 septembre 1986); communiqués de presse de la Commission Internationale des Juristes (Genève, 24 janvier 1975, 10 septembre 1980) ; Commission Internationale des Juristes,«*Segundo suplemento (de fecha enero de 1976). Al informe sobre Uruguay del 17 de junio de 1974, de la Comision Internacional de Juristas* » (Genève, s.d.) ; extrait du périodique de l'ONG (La Revista, n°16 et 17, juin-décembre 1976) ; divers. Avril 1974-avril 1987. 5 pièces.
- 23-Lettre de l'Uruguay Kommitten au SIJAU(Copenhague, 20 janvier 1982) ; Uruguay Kommitten, «*Registro de presos politicos en septiembre 1979*» (Stockholm, octobre 1979) ; divers. Janvier 1982. 6 pièces.
- 24-Centro de Estudios Legales y Sociales (CELS). Lettre du CELS au SIJAU concernant l'affaire Pitaluga Baldomero (Buenos Aires) ; CELS, «Uruguay : muertos de presos politicos en la carcel militar Libertad »(Buenos Aires, 31 août 1982) ; CELS, comunicado de prensa, «Uruguay : nueva pena a presa politica » (Buenos Aires, 2 février 1983) ; lettre du CELS à la Division des droits de l'Homme et de la paix de l'UNESCO (Paris, le 21 mars 1983) ; Comité belge Europe-Amérique Latine, « Spécial Uruguay »(n°62, 31 décembre 1983) ; ; Comité belge Europe-Amérique Latine, « Rapport de la mission d'enquête en Argentine et en Uruguay du 9 au 20 mai 1978 » (Bruxelles, 1978) ; correspondances entre le CELS et le SIJAU (Buenos Aires, 5 mars 1982, 11 octobre1982, 3 novembre 1982, 12 janvier 1983, 13 et 20 avril 1983, 13 septembre 1983 et 1^{er} novembre 1983 ; Paris, 9 avril 1982, 6 décembre 1982, 7 avril 1983, 9 mai 1983) ; divers correspondances ; divers. Juillet 1981-novembre 1984. 38 pièces.
- 25-Coupures de presse qui mettent en relief les actions du CELS. Décembre 1982-novembre 1983. 14 pièces.
- 26-Lettre des *Amas de Casa* d'Uruguay au président de la République Uruguayenne, le général Gregorio Alvarez (Montevideo, septembre 1983 ?). 2 pièces.
- 27-Documents relatifs à la préparation du Colloque mondial des droits de l'Homme au Costa Rica (6-12 décembre 1982). Avril 1980-novembre 1982. 16 pièces.
- 28-Documents du Collectif Uruguay-France pour l'Amnistie. Tracts de la Convention Nationale des Travailleurs de l'Uruguay(CNT) (Paris, s.d.) ; Pétition «Pour l'amnistie et le respect des droits de l'Homme en Uruguay »(Paris, s.d.) ; déclaration commune des syndicats français, la CGT, la CFDT et la FEN (Paris, s.d.) ; comptes rendus de différentes réunions entre le SIJAU, la CNT, le CDPPU, le Collectif Uruguay, la Casa del Uruguay, l'AFUDE et le Collectif Sendic (Paris, 20 février 1979, 2 et 29 mars 1979) ; CDPPU, «La campaña por la amnistia en Uruguay »(paris février 1979) ; divers. Février 1979-avril 1980. 21 pièces.
- 29-Documents divers du Centro de Documentacion y Estudios. Mai 1981-décembre 1981. 6 pièces.
- 30-Périodiques de la Oficina de Solidaridad para Exiliados Argentinos (OSEA), « Reencuentro » (n°1, septembre 1984 et n°10, août 1986) . Septembre 1984-août 1986. 2 pièces.

- 31-Lettre de l'Association estudiantine uruguayenne, Asociacion Social y Cultural de estudios de la enseñanza (14 avril 1984). 1 pièce.
- 32-Centro Interdisciplinario de Estudios sobre el desarrollo de Uruguay (CIEDUR). CIEDUR, «Programa por la vuelta. Proyecto de financiamiento para facilitar el desexilio de los cientistas sociales uruguayos »(Montevideo, novembre 1984) ; divers. Novembre 1984-mars 1985. 5 pièces.
- 33-Fédération Internationale des Droits de l'Homme (FIDH). Rapport de R.Goldman, J.Martinez Bjorkman et J.L. Weil, «*Laws and decrees of the government of Uruguay which violate U.N conventions and declarations in the human right area* (s.l., 6 février 1978) ; FIDH, «Rapport présenté par Eric-jean Thomas sur sa mission d'information effectuée au Cône Sud de l'Amérique latine du 30 août 1979 au 13 septembre 1979 » (Paris, le 27 septembre 1979) ; extrait de Le Céri (n°7, mai 1980) ; lettre de la Ligue suisse des Droits de l'Homme au Consulat Général d'Uruguay à Genève (Genève, 18 août 1981) ; lettre de la FIDH au président de la république uruguayenne (Paris, 2 septembre 1982) ; correspondances diverses ; divers. Février 1978-décembre 1983. 11 pièces.
- 34-Comision Andina de Juristas. Lettre de la Comision Andina de Juristas au SIJAU (Lima, 15 avril 1983) ; Comision Andina de Juristas (Boletin, n°4, avril 1984). Avril 1983-avril 1984. 2 pièces.
- 35- Le Parti Socialiste Français (PS). Lettre du SIJAU à Mme Nicole Bourdillat pour l'interpeller sur la situation des prisonniers politiques uruguayens (Paris, le 8 février 1982) ; coupure de la presse française (Libération, « PS : les droits de l'Homme au service du Congrès », 25 février 1983). Février 1983. 3 pièces.
- 36-Comité de Solidaridad con la lucha del pueblo uruguayo. Comité de Solidaridad con la lucha del pueblo uruguayo, « Carceles uruguayas. Represion y resistencia » (Madrid, mai 1982) ; lettre Comité de Solidaridad con la lucha del pueblo uruguayo au SIJAU (Newport, Australie, 19 novembre 1981 ; Madrid, 7 janvier 1982). Janvier 1982-mai 1982. 3 pièces.
- 37- Divers publications de la Asociacion Latinoamericana para los derechos humanos (ALPDH). ALPDH, «Reunion constitutiva. Documentos basicos. » (Quito 11-13 août 1980) ; ALPDH, «En las carceles del Uruguay. Los enfermos primero » (Quito, 18 mai 1982) ; ALPDH, « Boletin informativo »(Quito, n°1, août 1981 ; n°2, novembre 1981 ; n°3, janvier 1982 ; n°4, mars 1982) ; correspondances entre le SIJAU et l'ALPDH (Quito, 4 juin 1981 ; Paris, 5 juin 1981 et 9 décembre 1981) ; divers. Août 1980-mars 1982.13 pièces.
- 38- Association des Parents d'Uruguayens disparus (AFUDE). AFUDE, « *Convocacion para la organizacion de los familiares de desaparecidos* » (Paris, 20 septembre 1978) ; communiqués du SIJAU (Paris, les 20 septembre, 1^{er} octobre et 3 octobre 1978) qui comporte notamment une liste d'uruguayens disparus établie par l'AFUDE le 8 août 1978 ; « *Acuerdos de principio para la constitucion de la AFUDE* »(Paris, octobre 1978) ; divers. Septembre1978-avril 1982. 6 pièces.
- 39- Ligue belge des droits de l'Homme. Correspondances entre le SIJAU et la Ligue belge des droits de l'Homme (Bruxelles, 14 février 1980 ; Paris, le 22 février 1980) ; lettre de la Ligue belge des droits de l'Homme à M. Simonet. H., Ministre belge des Affaires Etrangères (Bruxelles, 2 janvier 1980) ; divers. Janvier-février 1980. 4 pièces.

- 40- Collectif latino-américain de travail psychosocial. Rapport de Serrano, Jiménez, Barudy, Martens, Miranda, Vasquez, Duran, «Le monde de l'exilé politique. Réflexions préliminaires » (Louvain, s.d.). 1 pièce.
- 41- Comité France-Amérique Latine, «Que savez-vous de l'Uruguay » (Paris, s.d.). 1 pièce.
- 42- Cette comprend les correspondances des ONG suivantes : Comité de Solidaridad en Uruguay (COSUR), Comité de defensa de los derechos humanos en Uruguay, Asociacion uruguaya contra el racismo y el apartheid, CLAMOR. Mai 1980-juillet 1983. 16 pièces.
- 43- Asociacion Uruguaya contra el Racismo y el Apartheid (AUCRA). AUCRA, «La política de colaboracion con Sudafrica en el Uruguay » (Genève, janvier 1982) ; « Le régime d'apartheid et l'Uruguay » (El Pais, Montevideo, 28 janvier 1981). Janvier 1981-janvier 1982. 4 pièces.

[Recueils. Partis politiques-Syndicats-Elections. Opinion publique en Uruguay. Documents divers]. Lieux divers, éd divers, 379pièces.

F delta rès 809 (7) (1-6)

- 1- Coupures de la presse uruguayenne qui analyse le projet de loi du gouvernement militaire pour une modification constitutionnelle en novembre 1980. Mai 1980. 4 pièces.
- 2- Réactions diverses des partis politiques uruguayens à la suite de l'annonce du projet de loi sur la modification constitutionnelle de novembre 1980. Frente Amplio del Uruguay en el exterior delegacion en Mexico, « *Informe sobre las pautas elaboradas por las fuerzas armadas para preparar el proyecto de nueva constitucion* » (Mexico, juin1980) ; Jorge Lanzoro, « *Informe sobre las pautas elaboradas por las fuerzas armadas para preparar el ant-proyecto de nueva constitucion* » (s.l. ; s.d.) ; Frente Amplio del Uruguay. Secretaria Ejecutiva en el Exterior, « *Informe del departamento juridico del Frente Amplio en el exterior. Las pautas constitucionales de la dictadura uruguaya : masacra para perpetuar el despotismo militar* » (s.l. ; septembre 1980) ; communiqué de presse du SIJAU (Paris, les 3 et 25 novembre 1980) ; Convergencia Democratico en Uruguay, « *Plebiscito de noviembre. CDU llama a votar por no* » (Montevideo, septembre 1980) ; « *Texto completo de la Constitucion de la Republica Oriental del Uruguay a plebiscitarse el domingo 30 de noviembre de 1980* » ; coupures de la presse uruguayenne et française ; divers. Juin 1980-novembre 1980. 34 pièces.
- 3- Communiqués de presse et coupures des presses française et uruguayenne qui tirent les conséquences des résultats du plébiscite de novembre 1980. Décembre 1980-janvier 1983. 24 pièces.
- 4- Divers points de vue après le plébiscite de novembre 1980. WOLA, « *Uruguay: the plebiscite and beyond* » (Washington, mars 1981) ; WOLA, « *Symposium. Uruguay after the plebiscite : prospects and democracy* » (Washington, 12 juin 1981) ; Howard Handelman, « *Politics and plebiscites: the case of Uruguay* » (Washington, 22 avril 1981) ; lettre du député américain Ronald.

V.Dellums au président des Etats-Unis Ronald Reagan (Washington, 14 mai 1981); interventions de Stephen W. Bosworth, Juan Ferreira et Robert Goldman devant *the Subcommittee on Human Rights and International Organizations, the Subcommittee on International Security and Scientific Affairs, and the Subcommittee on Inter American Affairs of the House Foreign Affairs Committee hearing on Uruguay* (Washington, 15 septembre 1981), tracts. Mars-septembre 1981. 10 pièces.

- 5- Documents portants sur les élections primaires de novembre 1982. SIJAU, «La loi organique sur les partis politiques en Uruguay» (Paris, décembre 1982); CNT, «*Acuerdos antes las elecciones internas de los partidos tradicionales*» (Paris, octobre 1982); Luis Rico Ortiz, «*Uruguay: un analisis del plebiscito*» (Paris, 1991); Comité de defensa de los derechos humanos en Uruguay, «*Press release. Democratic opening: a new political fiasco*» (Toronto, 22 Octobre 1982); *News from WOLA* (Washington, 22 octobre, 1^{er} novembre 1982); Comité de defensa de los derechos humanos en Uruguay, «*Press release. Three citizens charged for mentioning the name of their proscribed political leader*» (Toronto, 24 octobre 1982); Bulletins d'informations du CDU (Mexico, n°4, octobre-novembre 1982; n°5 octobre 1982); Juan Raul Ferreiro, «*Elecciones internas y perspectivas democraticas en Uruguay*» (Quito, novembre 1982); Comité de Paris du Frente Amplio (*Revista de prensa Uruguay*, n°3, novembre 1982); Luis Rico Ortiz, «*Uruguay 1982. El general no tiene quien lo vote*» (Paris, le 15 décembre 1982); Résultats du Parti colorado et du parti nacional lors des élections de novembre 1982; coupures de la presse uruguayenne et italienne; divers. Août 1981-octobre 1984. 29 pièces.
- 6- Réactions des différents partis politiques lors des élections primaires de novembre 1982. Bulletin du FPPU, «Spécial élections» (n°5, novembre 1982); communiqué de presse du Secretaria ejecutiva en el exterior del Frente Amplio, «Nouvelle défaite de la dictature militaire» (s.l.; 29 novembre 1982); déclaration de Hugo Villar, secrétaire exécutif du Frente Amplio, «*Con la victoria popular. A la reconquista de la democracia*» (s.l.; 18 décembre 1982) déclaration Wilson Ferreira Aldunate, leader du Parti National uruguayen, «*La victoria es de todos*» (Mexico, 4 décembre 1982); Uruguay informations, «Spécial élections» (Paris, bulletin n°106, 23 décembre 1982); boletin exterior del PCU, «*Triunfo del pueblo*» (s.l.; n°12, 1982); SIJAU, «Uruguay: résumé libre de la déclaration du Parti National du 26 janvier 1983»; Lucas Mansilla Callero, ex-dirigeant du Mouvement de Libération National, «*Ante las elecciones internas en los partidos politicos*» (Lyon, novembre 1982); coupures de la presse française et uruguayenne; divers. Septembre 1982-mars 1983. 16 pièces.

F delta rès 809 (7) (7-17)

- 7- Correspondances entre le Parti Communiste Révolutionnaire d'Uruguay(PCR) et le SIJAU (Hollande, 9 juillet 1979, Paris, 27 novembre 1979); SIJAU, «Entrevues avec Rodney Arismendi secrétaire général du parti communiste uruguayen le 13 février 1982) (s.l., février 1982); correspondance entre le SIJAU et Rodney Arismendi (Paris, le 7 décembre 1981); correspondances entre le SIJAU et Mario Benedetti (Paris, 11 décembre 1981 et 8 février 1982)

concernant des détenus du Parti socialiste uruguayen ; divers. Septembre 1978-février 1982. 9 pièces.

8-Extraits du bulletin externe du Parti communiste uruguayen (août, septembre, octobre 1981 ; n°8 1983). Août 1981-1983. 9 pièces.

9-Périodiques de Convergencia Democratica en Uruguay (CDU). Boletín informativo (Paris, n°1, 20 mai 1980 ; février 1982 ; n°1, juin 1982 ; n°2, juillet 1982, n°3, août-septembre 1982 ; n°5, décembre 1982-janvier 1983 ; n°6, février-mars 1983 ; n°8, mai-juin 1983). Mai 1980-juin 1983. 8 pièces.

10-Documents divers portant sur le CDU. Internationale socialiste Comité pour l'Amérique Latine, «Résolution sur l'Uruguay» (Saint Domingue, le 28 mars 1980) ; CDU, «Déclaration constitutive de la Convergence Démocratique Uruguayenne» (Amérique Latine, 19 avril 1980) ; WOLA, «Political persecution continues in Uruguay» (News, 21 avril 1980) ; WOLA, «United uruguayan oposition group formed» (News, 22 avril 1980) ; CDU, «Interview a Justino Zaval, secrétaire exécutif de la CDU» (Madrid, 20 mai 1980) ; «Premier front contre la dictature uruguayenne» (Le Matin, 23 mai 1980) ; «*En Mexico, el 22 de mayo, grandioso acto de la CDU*» (Boletín del exterior del PCU, n°7, 1980) ; Conférence de presse de Abelin Jean Pierre, député de la Vienne et vice-président du CDS (Paris, 20 juin 1980) ; Intervention de Justino Zavala Carvalho lors de la conférence de presse pour la présentation du CDU à l'Assemblée Nationale (Paris, 20 juin 1980) ; Discours de Juan Raul Ferreira, président du CDU et de Justino Zavala lors de l'acte inaugural du CDU à Mexico (Paris, août 1980) ; CDU, «*Caloroso apoyo de las fuerzas democraticas italianas a la delegacion de Convergencia*» (Italie, mars 1980) ; Délégation française du CDU, «Nouvelle situation politique» (Paris, septembre 1981) ; CDU, «Evolution de la situation politique» (Paris, novembre 1981) ; Juan Raul Ferreira, «Que se cumple la voluntad del pueblo uruguayo» (Mexico, mai 1981) ; Grupo de CDU, «*Situacion de los derechos humanos en Uruguay*» (Genève, février 1982) ; Délégation française du CDU, «Schémas sur les partis politiques en Uruguay» (Paris, n°4, mai 1982) ; divers. Mars 1980-octobre 1983. 34 pièces.

11-Correspondances diverses entre le CDU et le SIJAU. Lieux divers. Juin 1981-juillet 1982. 13 pièces.

12-Périodiques de la Federacion de Estudiantes Universitarios de Uruguay. Boletín informativo exterior (n°1, mars 1983 ; n°2, avril 1983 ; n°3, mai 1983). Mars -avril 1983. 3 pièces.

13-Divers correspondances du FPPU au SIJAU. Paris. Novembre-décembre 1982. 4 pièces.

14-Documents portant sur l'action des différents syndicats pour la défense d'un meilleur enseignement en Uruguay. Coordination des activités de la CNT à l'extérieur, «La CNT convoque à la première journée mondiale pour la défense de l'enseignement et de la culture en Uruguay» (Paris, le 25 janvier 1981) ; CNT, «Appel à la solidarité du peuple français» (Paris, mars 1981) ; CNT, «Rencontre pour la démocratisation de l'enseignement en Uruguay» (Paris, avril 1983) ; «*Testimonio de un abogado. Causa univervidad*» (s.l. ; s.d.) ; «*Algunas*

reflexiones sobre la enseñanza de la filosofía en el Uruguay » (s.l. ; s.d.) ; « Déclaration de l'Assemblée Nationale des professeurs, organisme de conseil technico-pédagogique » (s.d. ; s.l.).. Octobre 1978-mai 1983. 18 pièces

15-Rapport de Amadou Makthar M'Bow, directeur général de l'UNESCO sur l'enseignement en Uruguay (s.l. ; s.d.) ; Fédération Internationale Syndicale, International Organization of Journalists, « *Uruguay 1973-1978 : notes on education, science, culture, communication* » (Paris, octobre 1978) ; SNES, SGEN-CFDT, Comité catholique contre la faim et pour le développement, « Une expérience internationale de solidarité avec des enseignants en Uruguay » (Paris, 1982). Janvier 1981-1982. 3 pièces.

16-Documents portant sur le cadre législatif de la pratique syndicale en Uruguay. « Opinion du Conseil Central de l'Association des Employés de Banque de l'Uruguay sur l'avant-projet de loi syndicale » (s.l. ; s.d.) ; CNT, « *Puntualizaciones sobre el anteproyecto de ley sobre asociaciones profesionales presentado por el gobierno de Uruguay a la OIT* » (s.l. ; août 1979) ; OIT, « Etude des plaintes des différentes organisations syndicales concernant l'observation par l'Uruguay de la convention n°87 sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948, et de la convention n°98 sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949, présentée par plusieurs délégués à la 61^{ème} session de la Conférence internationale du Travail au titre de l'article 26 de la Constitution de l'OIT » (Genève, novembre 1979) ; CNT, « Conclusiones de la reunion n°211 del Consejo de administracion de OIT » (Paris, 17 novembre 1981) ; « *Texto de la ley de las asociaciones profesionales* » (Montevideo, 10 décembre 1979) ; OIT, « *Duncentesimo informe del comité de libertad sindical* » (Genève, mars 1980) ; lettre de la CNT au directeur général de l'OIT (Zeist, Hollande, 27 avril, 17 septembre, 3 et 7 novembre 1981 ; 13 janvier, 22 janvier et 24 avril 1982) 1982 ; SIJAU, « Résumé de la plainte de la CNT à l'OIT, comité des libertés syndicales » ; CNT, « *La OIT condena a la dictadura de Bordaberry* » (s.l. ; s.d.). Mai 1979-avril 1982. 25 pièces.

17-Documents divers portant sur la CNT. Communiqué urgent du SIJAU concernant Ricardo Vilaro, ex-vice président de la CNT (Paris, 10 avril 1978) ; Testimonio de Ricardo Vilaro (s.l. ; s.d.) ; lettre de Hipolito Solari Yrigoyen, sénateur argentin, concernant les cas de Zelmar Michelini et Hector Gutierrez Ruiz (Paris, s.d.) ; Comité de juventud del Frente Amplio en la Argentina, « *Uruguay : a 10 años de intervencion la FEUU continua su lucha* » (*Movilizacion juvenil*, n°1, Buenos Aires, 1983) ; Frente Amplio del Uruguay en Argentina (*Volveremos*, n°3, Buenos Aires, 1983) 1978-1983. 11 pièces.

F delta rès 809 (7) (18-24)

18- Divers périodiques uruguayennes. *Informedh* (n°84, juin 1980) ; *Respuesta uruguaya* (n°6, avril 1983) ; *Mayoría* (28 avril 1983, 12 mai 1983, 24 novembre 1983) ; *Carta de Uruguay* (n°114-129, septembre-novembre 1982) ; *Desde Uruguay* (n°11, 1983) ; *Uruguay Informations* (n°107, 20 janvier 1983 ; n°113, 26 mai 1983). Septembre 1982-juin 1990. 24 pièces.

19-Divers coupures de presses. Novembre 1979-septembre 1983. 26 pièces.

20-Divers coupures de presse. Juin 1979-février 1986. 24 pièces.

21-Divers coupures de presse. Partido por la victoria del pueblo (*Compañero*, n°90, juillet 1983 ; *A la resistencia por la victoria*, n°1, 24 février 1984) ; Agencia de Noticias Uruguay (*Pressur*, n°24, 28 août 1983) ; *Mayoria* (n°14, 1^{er} septembre 1983 ; n°13-37, 9 août 1984). Juillet 1983-août 1984. 5 pièces.

22-Divers articles de Federico Fasano Mertens dans le journal mexicain *Uno mas Uno*. Septembre 1980-mars 1984. 57 pièces.

23-La revue mexicaine *Aqui* (n°16 et 17, 2 et 9 août 1983). 2 pièces.

24-Documents divers portant sur l'appel des uruguayens résidants à Paris à une manifestation devant l'Ambassade de l'Uruguay (Paris 23 août 1983) ; SIJAU, «*Obra teatral tiulada : Refus o, seis personajes en busca de un continente* » (Farum, 6 décembre 1982). divers. Décembre 1982-août 1983. 3 pièces.

[Recueils. Documents divers]. Lieux divers, éd divers, 1220 pièces.

F delta rès 809 (8) (1-9)

1-Correspondances diverses entre le SIJAU et les avocats brésiliens, maîtres Omar Ferri et Belisario Dos Santos et l'Ordre des avocats du Brésil. Lieux divers ; Mars 1979-octobre 1981. 30 pièces.

2-Correspondances entre le SIJAU et l'uruguayen Alejandro Artucio, membre du comité directeur. Lieux divers ; septembre 1979-septembre 1980. 6 pièces.

3- correspondances du SIJAU avec Olga Martinez Lieux divers ; mai 1979-octobre 1980. 6 pièces.

4- Correspondances du SIJAU avec Nicolas Grab, membre du comité directeur. Lieux divers ; septembre 1979-juillet 1980. 15 pièces.

5- Correspondance du SIJAU avec Olga Campora (Paris, 8 novembre 1979). 1 pièce.

6- Correspondances diverses du comité directeur du SIJAU dont une adressée à l'Ambassadeur argentin Hipolito Solari Yrigoyen qui est aussi membre de cette instance. Lieux divers ; juin 1979-décembre 1983. 38 pièces.

7-correspondances diverses du SIJAU. Lieux divers ; septembre 1978-juin 1988. 86 pièces.

8-Correspondances diverses du SIJAU. Lieux divers ; mai 1981-janvier 1984. 31 pièces.

9-Correspondances diverses et tract du SIJAU. Lieux divers ; janvier 1979-juillet 1980. 20 pièces.

F delta rès 809 (8) (10-19)

10-documents divers du SIJAU portant sur le licenciement de Juan Saavedra, ses indemnités de chômage et différentes déclarations fiscales de 1980-1988. Lieux divers. 106 pièces.

11-Documents divers portant sur la naturalisation de Juan Saavedra. Lieux divers ; 1985-1989. 15 pièces.

12-Documents bancaires de Juan Saavedra. Lieux divers. 1987-1989. 93 pièces.

- 13-Documents divers sur les indemnités de l'assurance retraite des employés du SIJAU. Lieux divers ; 1979-1982. 63 pièces.
- 14-Factures diverses pour l'organisation du séminaire sur l'indépendance de la justice à Asunción (Paraguay) en novembre 1988. Lieux divers. 22 pièces.
- 15-Factures diverses du SIJAU. 9 pièces.
- 16-Documents portant sur la démission de Olga. 2 pièces.
- 17-Documents portant sur les objectifs et le nécessité d'une telle ONG. 1 pièce.
- 18-Documents divers sur le financement et la participation au colloque sur «Les fondements juridiques d'une véritable ouverture démocratique en Uruguay » en juin 1983. 116 pièces.
- 19-Documents sur les ventes des actes du colloque sur «La politique d'institutionnalisation de la répression et le refus par le peuple uruguayen ». 81 pièces.

F delta rès 809 (8) (20-36)

- 20- Documents sur le bilan des activités du SIJAU pendant l'exercice 1978. 18 pièces.
- 21 Bilan des activités du SIJAU pendant l'exercice 1979. 3 pièces.
- 22- Bilan de l'exercice 1980 et projet ces activités en 1981. 8 pièces.
- 23- Bilan des activités de l'année 1981 et perspectives pour 1982. 8 pièces.
- 24- Projet du budget pour l'année 1983. 11 pièces.
- 25- Budget de l'année 1984. 11 pièces.
- 26- Factures EDF-GDF (électricité et gaz), France Télécom (télécommunications) et PTT(courriers, mandats etc.). 90 pièces.
- 27- Documents sur les charges salariales des employés du SIJAU. 58 pièces.
- 28- Documents relatifs à l'URSSAF. 62 pièces.
- 29- Documents mettant en reliefs les différentes opérations bancaires effectuées par la SIJAU. 74 pièces.
- 30- Documents divers sur les concours financiers du Conseil Oecuménique Mondial et du CIMADE de décembre 1978 à l'année 1981. 47 pièces.
- 31- Documents sur les revendications salariales de Pila Salaberry. 5 pièces.
- 32- Demande de licenciement économique formulée par le SIJAU à l'encontre de Pila Salaberry. 3 pièces.
- 33- Document sur le local du SIJAU. 22 pièces.
- 34- Factures diverses. 134 pièces.
- 35- Divers.
- 36- Documents portant sur la vente locative des époux Saavedra. 30 pièces.